

Débats alpins

Cahier thématique II
du PNR 48 «Paysages et habitats de l'arc alpin»

Point fort
Nouvelle culture du dialogue pour les Alpes

Dialogue
Savoir local: l'utiliser pour la science –
et communiquer localement



NFP 48
PNR 48
NRP 48



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



Impressum

Editeur

Programme national de recherche 48 «Paysages et habitats de l'arc alpin» du Fonds national suisse, FNS, 3001 Berne

Concept et rédaction

Urs Steiger, Chargé de la communication du PNR 48, Lucerne

Textes

Dr. Fritz Wegelin, Berne
Anna Hohler, Lausanne

Pia Seiler, Lucerne
Stefan Christen, Lucerne
Pirmin Schilliger, Lucerne
Urs Steiger, Lucerne

Traduction

allemand :
Ursula Rohrer, Kastanienbaum
français :
POLYLINGUA traductions,
Château-d'Oex

Correcteur

terminus, Andreas Vonmoos,
Lucerne

Graphisme

martin.brunner.associés

Photographies

Priska Ketterer, Lucerne

sauf

pages 10–12:
Marianne Tiefenbach,
Flumenthal

Photo montages

page 6–9:
Institut fédéral de recherche sur
la forêt, la neige et le paysage
WSL, Birmensdorf

Cartes

page 22:
Agroscope FAT Tänikon sur la
base de données de swisstopo,
Berne et du service pour le pay-
sage, l'amélioration structurelle
et les mesures

Octobre 2005

A qui appartiennent les paysages et les habitats de l'arc alpin? Quel développement devraient-ils suivre? Qui en décide et qui s'en préoccupe? Les nombreux conflits au sujet du paysage alpin indiquent qu'il n'y a pas de réponses simples à ces questions. Les exigences et les attentes sont trop diverses, tout comme les représentations quant à ce qui devrait advenir de l'espace alpin.

Quelles idées et revendications sont-elles finalement mises en œuvre? Celles de la population locale, qui utilise le paysage depuis des siècles et qui devrait en prendre soin? Ou le slogan «qui paye dispose» prévaut-il – donnant ainsi le dernier mot aux investisseurs ou aux contribuables de la plaine, qui financent les subventions? Quelles voix ont les touristes, recherchant dans les Alpes un paysage authentique? Quel statut ont les organisations qui se battent pour la protection de l'espace alpin, exigeant des paysages vierges et sauvages en haute-montagne?

Même si la Suisse dispose d'un système démocratique différencié respectant l'Etat de droits, les idées et les projets restent toujours plus souvent pris dans les mailles du filet des procédures formelles ou juridiques. C'est pourquoi de nouveaux moyens et cheminements menant à la réalisation d'objectifs et de solutions constituent depuis un certain temps déjà un thème du développement territorial. Les premiers sentiers ont été tracés, mais les pionniers ont été trop peu suivis.

C'est pourquoi le PNR 48 a intensivement traité dans le cadre d'un de ses thèmes de recherche des méthodes de réalisation d'objectifs et de solutions dans le développement territorial et paysager de l'espace alpin. Des connaissances ont été ras-

Débats alpins, recherche d'objectifs et de conceptions

semblées et développées à la fois aux niveaux théorique et pratique. Les travaux, interdisciplinaires pour la plupart, révèlent les liens directs existant entre les actions et les développements paysagers. Ils mettent à disposition des outils pour la prise de décision, désignent des marges de manoeuvre et exposent comment des solutions peuvent être trouvées et réalisées en suivant des processus de dialogue et de négociation conçus et conduits avec soin. Ces processus créent de nouvelles coalitions, contribuent à briser certains blocages et favorisent une concertation qui réduit fortement les pressions partisans et les querelles politiques. Ils facilitent l'entrée en matière pour les tâches particulièrement complexes et porteuses de fortes exigences liées à l'espace alpin. Les travaux du PNR 48 montrent cependant aussi que la réussite de ces processus est très souvent liée à la capacité de personnes qui abordent les problèmes avec objectivité et ouverture, des personnes qui ont une connaissance approfondie du milieu et une grande faculté de communication. Par ses travaux, le PNR 48 veut soutenir ces nouveaux acteurs-clés et renforcer leur action.

Dr. Fritz Wegelin

Membre du Comité de direction du PNR 48

Editorial

- 1 Débats alpins, recherche d'objectifs et de conceptions

Point fort

- 3 Nouvelle culture du dialogue pour les Alpes

Projets de recherche

- 6 Quel paysage voulons-nous?
10 Préserver et développer le paysage par la coopération
13 Qui dit quoi dans le Baltschiederatal?
16 Les projets de Parc : un labyrinthe
16 *Chemin tortueux jusqu'au Parc national*
18 *Un Parc au service des hommes, des bêtes et de la nature*
20 En quête d'une marge de manoeuvre dans l'utilisation du territoire

- 23 2050 : Le paysage de Davos sans agriculture ?

- 26 Sur la voie (négociée) vers un meilleur paysage

- 29 Nouveaux acteurs-clés dans l'espace alpin

- 29 *Theo Schnider: habitant de l'Entlebuch, animateur, guide de montagne*

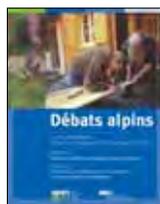
- 30 «Il faut gérer une région comme on gérerait une société privée»

- 32 *Les cornets-surprises des paysannes grisonnes*

Dialogue

- 33 Plus de consensus grâce au dialogue ?

- 36 Savoir local : l'utiliser pour la science – et communiquer localement



Point fort

3 Projets de recherche

Nouvelle culture du dialogue pour les Alpes

Dans l'usage du bien public «paysage», un dialogue soutenu permet d'aboutir collectivement à des solutions.

Quel paysage voulons-nous ?

Le paysage alpin doit-il être conservé tel quel ? Doit-on construire plus ou alors la forêt peut-elle avancer ? Les opinions sont partagées. Le PNR 48 les a sondées.

6 Portrait

29

Nouveaux acteurs-clés dans l'espace alpin

Theo Schnider, Jürg Binder, Irma Caveng – habitants de l'espace alpin, ils ont surmonté d'anciens conflits, rassemblé les personnes concernées, mis en oeuvre des projets et fait progresser le développement.





Nouvelle culture du dialogue pour les Alpes

En fait, tout a l'air clair dans l'espace alpin : Une multitude de dispositions juridiques règle tout. Celui qui veut changer ou conserver quelque chose fait appel à la Constitution, aux dispositions des lois et ordonnances correspondantes. Elles désignent clairement les compétences et les prérogatives tout en décrivant les processus décisionnels. Mais dans la réalité, ce n'est pas si simple. Au vu des nombreux intérêts en jeu il ne suffit pas de s'appuyer sur le droit. La population locale, les touristes, les investisseurs ou les protecteurs de la nature : tous ont une représentation différente du développement, qui doit en outre obéir aux critères de durabilité inscrits à l'article 73 de la nouvelle Constitution fédérale. En ce qui concerne le bien public «paysage», l'affaire devient particulièrement complexe : Au fond, à qui appartient le paysage ? Qui décide ce qui peut en advenir ? Et : Quel paysage voulons-nous ? Vu la perception très individuelle du paysage, les réponses à ces questions ne se trouvent généralement qu'au moyen d'un dialogue soutenu.

*Dr. Fritz Wegelin,
Vice-directeur de l'Office fédéral du développement territorial,
Membre du Comité de direction du PNR 48
Urs Steiger,
Chargé de la communication PNR 48*

Il est devenu difficile dans l'espace alpin d'initier et de réaliser de nouveaux projets – indépendamment du fait qu'il s'agisse de projets d'affectation ou de protection. La création de nouveaux Parcs nationaux ou régionaux procure autant de problèmes que l'aménagement d'infrastructures touristiques ou l'extension de centrales électriques. Les uns échouent lors de votations populaires, les autres doivent engager un marathon auprès des autorités et souvent des procès à l'issue incertaine. La participation précoce des

acteurs concernés au processus d'élaboration et de décision – la démarche participative – offre souvent l'opportunité de développer en commun les objectifs et les solutions possibles permettant ainsi d'aboutir à un consensus. Est-elle la voie royale pour la résolution de problèmes dans l'espace alpin ? Quelles sont les possibilités et les limites des processus participatifs et des solutions négociées dans la gestion du développement de paysages et des habitats ? Quelles sont les conditions du succès ?



Opportunités manquées

Pour commencer, la démarche participative n'est pas nouvelle. Elle est considérée comme un outil méthodologique depuis les années 1970 dans le domaine de la planification du territoire. La «participation» est même exigée au niveau formel par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. Mais s'est-elle déjà imposée grâce à cela? Une nouvelle structure de négociation ou de dialogue s'est-elle effectivement mise en place? De nombreux processus de planification ne sont-ils pas plutôt menés de manière administrative? Une participation formelle – souvent alibi – respecte certes le plus souvent la loi, mais on a ainsi manqué l'opportunité d'ancrer au sein de la population dans son ensemble les réflexions sur le développement futur d'une commune ou d'une région.

Les raisons pour lesquelles la démarche participative n'a jusqu'à présent pas été employée de manière satisfaisante sont bien évidemment multiples: les processus participatifs paraissent a priori onéreux et longs, si bien qu'une procédure apparemment plus simple et plus rapide est souvent suivie. Au final, la réalité peut se révéler toute différente. Lorsque le processus participatif aboutit à un consensus solide, l'investissement fourni initialement s'avère rentable, alors que la procédure administrative peut être parsemée d'obstacles.

Transparence – règles claires – effet contraignant accru

De nombreux décideurs politiques n'ont pas l'habitude de rompre avec les procédures conventionnelles définies légalement en conviant toutes les personnes concernées autour d'une table. Une chose est claire: celui qui souhaite intégrer les divers – et parfois nombreux – intéressés au développement et à la planification de stratégies et de projets, assurant par ce biais un résultat fructueux, doit garantir la transparence – dans la démarche et dans les mécanismes décisionnels, la transparence aussi dans ses propres objectifs et intentions. Un certain renoncement au pouvoir est également nécessaire. Un véritable processus de dialogue ne peut se mettre en marche qu'à condition que les marges

de manœuvre restent ouvertes et que les participants constatent que leurs propositions et leurs contributions sont réellement demandées. Il ne faut en aucun cas que la participation soit une «boîte aux lettres» dont personne ne sait si le courrier n'est pas en fait directement dévié vers la corbeille à papiers.

D'un autre côté, la démarche participative pose également des exigences aux participants, qui ne sont souvent pas suffisamment motivés à les satisfaire. Un certain degré de disposition au compromis doit d'une part exister, et, d'autre part, un engagement fiable, c'est-à-dire la capacité de respecter ce qui a été convenu, fait partie des conditions préalables importantes. Là où il n'existe pas de marge de manœuvre pour la négociation, où l'opposition est fondamentale ou lorsque des réserves mentales persistent à l'encontre du résultat, aboutissant même par la suite à des réclamations, la participation a peu de sens, les négociations ne mènent à rien.

Afin d'éviter cela, des règles du jeu sont indispensables – que ce soit lors de processus de consultation publique ou également lors de négociations entre des groupes d'acteurs. Ces règles du jeu mettent en place une certaine responsabilité et assurent une légitimité et une concrétisation des résultats élaborés en commun. Dans le cas contraire, les participants développent un important potentiel de frustration.

Le temps, facteur décisif

L'utilisation fructueuse d'instruments participatifs a jusqu'à présent principalement été réalisée au niveau des plans d'affectation communaux. De bons résultats ont entre-temps été atteints, en particulier dans le domaine du développement de lignes directrices et de stratégies, mais aussi de l'élaboration de plans de quartiers. A ce jour, les difficultés sont principalement apparues lorsque les instruments n'étaient pas systématiquement et convenablement mis en oeuvre. Une importance décisive est attribuée à la planification des échéances. Chaque phase d'un processus interactif n'est pas également productive. A un moment trop précoce, les contenus sont encore trop vagues ou abstraits pour la formation d'une opinion approfondie. Des bases suffisantes à partir desquelles la discussion peut s'engager doivent par conséquent exister. Les possibilités d'action doivent en même temps rester ouvertes, afin de laisser une place à la discussion. Les prémisses pour la recherche du consensus sont négatives lorsque les décideurs ont déjà arrêté les décisions à huis clos et qu'ils recherchent uniquement l'approbation et la légitimation des participants par le biais du processus participatif.

La participation des personnes intéressées exige du temps à chaque étape du processus: pour la préparation de bases intelligibles, pour le dialogue et finalement aussi pour la mise en oeuvre des résultats. La durée à prévoir constitue fréquemment une des principales raisons pour lesquelles les instruments de la méthode participative ne sont pas mis en oeuvre. L'impression de ne pas disposer d'assez de temps pour intégrer les intéressés au processus décisionnel s'avère finalement souvent être une appréciation erronée. Car le temps est toujours indispensable – que ce soit pour un processus de dialogue précédant une décision ou après, lorsqu'il faut promouvoir l'approbation ou assurer la réalisation et l'exécution.

Dialogue à tous les niveaux

Une large consultation améliore cependant la qualité de la décision: d'avantage d'aspects et de connaissances de base sont pris



en compte par la décision. A l'inverse des procédures qui suivent un déroulement traditionnel, les processus de dialogue – ainsi que les négociations entre les parties en conflit – comprennent une confrontation avec les revendications adverses. La recherche d'un plus petit dénominateur commun ne constitue cependant pas l'aspect central de ces processus. Il s'agit plutôt d'aboutir à une solution qui met toutes les parties d'accord ou, au moins, qui soit acceptable par tous.

Lorsqu'il est question du développement paysager, il faut prendre en compte et satisfaire de nombreuses attentes, exigences et revendications. C'est justement la grande complexité et la forte interrelation entre les questions relatives au territoire et au paysage qui nécessitent la participation du plus grand nombre possible de personnes concernées. Il peut s'agir aussi bien d'un projet touristique local que d'un Parc naturel régional ou de la péréquation entre l'arc alpin et le reste de la Suisse. L'intérêt en outre est de mener les efforts internes à la région de montagne en pensant et en agissant en tant que vallée ou région. La lutte commune et la mise en réseau des énergies renforcent la région et favorise l'expression de potentiels novateurs.

Nouveaux acteurs-clés dans l'espace alpin

Mener le développement territorial et paysager au moyen de processus participatifs signifie finalement aussi développer une nouvelle compréhension pour les processus politiques et administratifs – de la gestion et la conceptualisation à la réalisation et à la conduite dans le sens d'un management moderne. Pour cela, des personnes disposant de la faculté de mettre en oeuvre et de maintenir des processus traversant les frontières partisanes sont nécessaires, des personnes capables de motiver et d'enthousiasmer sans se perdre constamment dans des conflits stériles, des acteurs qui parviennent à aller au delà des doléances connues afin d'animer le dialogue entre l'espace alpin et le reste de la Suisse, entre les habitants et les touristes, permettant ainsi de former des nouvelles perspectives d'avenir pour la région. Ces nouveaux acteurs-clés ont un rôle décisif à jouer pour le futur de l'espace

alpin. Ce sont précisément ces acteurs qui doivent pouvoir compter à la fois sur un soutien local et sur la solidarité nationale.

Promouvoir une culture du dialogue portée vers l'avenir

Pour que ces processus de dialogue n'échouent pas en bavardages, ils nécessitent des bases méthodiques ainsi qu'une aide sous forme d'outils d'évaluation, de prise de décision et de recherche de consensus. Une vaste palette de méthodes existe déjà. Prises isolément, elles doivent toutefois être adaptées aux caractéristiques et aux contraintes alpines et mises en oeuvre en fonction de celles-ci. Plusieurs projets du PNR 48 ont entrepris cette tâche. Des méthodes existantes ont ainsi été adaptées à la participation dans le domaine du développement paysager, et complétées par des instruments d'évaluation du paysage. D'autres travaux ont développé des modèles permettant de rendre visibles les liens de cause à effet et les incidences sur le paysage provoquées par des décisions et par des mesures politiques variées. Concernant la recherche d'objectifs, certaines études particulièrement instructives montrent comment les différents groupes de population – à l'intérieur et à l'extérieur – des Alpes se positionnent par rapport aux développements possibles du paysage alpin. Le poids important des exigences institutionnelles transparaît finalement aussi lorsque des demandes de protection ou d'affectation des paysages et des habitats dans les Alpes doivent être harmonisées.

Il faut cependant aussi veiller à ne pas idéaliser les processus de dialogue et de négociation. Ces méthodes ne sont pas adaptées à tous les cas, tels que, par exemple, les situations conflictuelles lorsque des questions fondamentales de valeur sont en opposition et que la marge de manœuvre pour des adaptations est réduite. Dans l'ensemble, les expériences montrent toutefois que les instruments participatifs appliqués avec sérieux et respectant des règles claires aboutissent à une culture du dialogue prometteuse pour l'avenir de l'espace alpin. Ils enrichissent et soutiennent ainsi le développement durable des paysages et des régions.



Quel paysage voulons-nous ?

Quel paysage de l'espace alpin les touristes et les citoyens de la plaine jugent-ils attractif? Que souhaitent les habitants de la montagne? Le groupe de recherche de Marcel Hunziker émanant de l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage (FNP-WSL) a cherché des réponses à ces questions et tenté de mieux coordonner les différentes attentes des nombreux «utilisateurs des Alpes».

Texte Pirmin Schilliger, Lucerne

Tourisme, agriculture et trafic de transit sont les forces dynamiques de la mutation constante des Alpes. Alors que l'usage du paysage des centres régionaux de plaine est toujours plus intensif, l'usage du paysage des régions périphériques est extensif: des surfaces agricoles utiles sont abandonnées, deviennent sauvages puis se transforment en forêts. Souhaitable ou dérangeant? «On ne peut pratiquement pas répondre, car le paysage alpin n'est pas seulement important pour la population locale. Il doit satisfaire les exigences de différents groupes d'intérêt» explique Marcel Hunziker, directeur du projet. Les conflits d'intérêts et les contradictions sont par conséquent inévitables.

Les demandes et les attentes de différents groupes de population relatives aux transformations du paysage alpin n'ont à ce jour pas encore fait l'objet d'études approfondies. Le projet «Représentation et conflits d'objectifs concernant le développement des paysages alpins», structuré en trois parties, souhaite combler cette lacune. Lors d'entretiens approfondis, Susanne Kianicka a interrogé quarante touristes et habitants à Alvaneu et à Savognin (GR).

Quels sont leurs souhaits et leurs craintes concernant les transformations paysagères? La chercheuse voulait découvrir le rôle joué par le paysage alpin dans la relation entre les hommes et leur lieu de vie ou de vacances. Elle a également demandé aux personnes interrogées de caractériser, selon leur point de vue, les propriétés du village. Les questions ne thématisaient pas simplement le paysage, mais tournaient également autour de thèmes sociaux, culturels et économiques.

Authentique n'est pas identique à authentique

Résultats: toutes les personnes interrogées souhaitent un paysage le plus authentique possible, ce qui n'a cependant de loin pas la même signification pour chacun. Les habitants d'Alvaneu par exemple aimeraient un environnement intact, qui ne soit pas défiguré par des infrastructures touristiques construites de manière désordonnée. La région pittoresque de l'Albulatal est en effet caractérisée par un centre villageois typique constitué d'anciennes maisons datant en partie du Moyen-Âge. De nouvelles maisons de vacances, la rénovation d'un bain thermal inexploité depuis les années



1960, un grand terrain de golfe et des appartements de vacances aménagés dans des mayens et des écuries inutilisées signalent un développement touristique, même s'il est doux, qui correspond tout à fait à la commune-type de 400 habitants. Alvanu devrait par conséquent être un endroit qui serve autant les attentes des habitants que celles des touristes. Pour que le caractère du village ne soit pas perdu, les évolutions doivent s'adapter à la fois au paysage construit et au paysage naturel. La référence selon laquelle un élément du paysage est considéré comme acceptable – ou authentique, justement – se base d'une part sur le style des constructions traditionnelles et, d'autre part, sur l'adaptation topographique au lieu et sur le processus originel. «Ce qui s'est développé de manière historique est authentique» exprime une informatrice. Que de nombreux éléments paysagers «authentiques» aient perdu leur fonction initiale ne semble pas particulièrement dérangeant.

fique pour certains, alors que pour d'autres, au contraire, il est inacceptable et «artificiel». Les avis divergent largement au sujet même de son existence. Pour certains habitants, le terrain de golfe symbolise l'innovation et un élan économique, en accord avec un développement respectueux de la nature. «J'aime l'agriculture dynamique et le paysage intact» dit un rentier d'Alvanu, qui a toujours attribué une grande importance à soigner ses champs et à ne pas les négliger. Une femme pense au contraire : «Un pré naturel avec des fleurs serait beaucoup plus beau qu'un endroit si parfait».

Du côté des touristes, le jugement diverge : s'ils font partie des joueurs de golfe, ils trouvent l'endroit authentique car ils peuvent y pratiquer une activité importante pour eux. Les profanes considèrent cependant souvent ce lieu comme inacceptable. Les for-

«Tous souhaitent un paysage le plus authentique possible, ce qui n'a cependant de loin pas la même signification pour chacun.»

C'est ainsi que les habitants souhaitent préserver les bassins traditionnels, les Pastregls, en tant qu'héritage culturel, même s'ils ne sont plus utilisés depuis bien longtemps. Les touristes interrogés sont également de cet avis. C'est précisément pour ce genre d'originalité qu'ils ont choisi Alvanu comme lieu de destination.

Les esprits se divisent au sujet du terrain de golfe

La question de savoir si le nouveau terrain de golfe correspond à un paysage authentique est contestée. Les habitants et les touristes évaluent très différemment son apparence. Il est magni-

mes artificielles et le manque d'ancrage historique de ce nouveau type de sport contredisent l'image d'un espace alpin intacte.

Différence la plus importante entre la perspective intérieure des habitants et la perspective extérieure des touristes : Les exigences et les attentes des résidents locaux par rapport au paysage sont surtout déterminées par des aspects tels que l'emploi, la propriété, les relations sociales et les souvenirs d'enfance. Ils valorisent de ce fait le paysage avant tout d'un point de vue existentiel et collectif. Le critère de la typicité joue ici un rôle prépondérant.



«Les résidents valorisent le paysage avant tout d'un point de vue existentiel et collectif alors que les touristes le perçoivent d'un point de vue individuel.»

Les touristes expérimentent le paysage uniquement dans le cadre de leurs activités de loisirs et l'évaluent d'un point de vue individuel. Il est important qu'Alvaneu puisse leur transmettre le sentiment d'être loin de chez eux, dans un contexte sain et harmonieux.

Le paysage testé en photos

Dans la deuxième partie du projet, la psychologue Katrin Gehring a interrogé les préférences paysagères de différents groupes de population ainsi que leurs positionnements relatifs face au développement paysager futur des Alpes. Elle s'est basée sur une enquête représentative auprès d'habitants et de touristes dans la région de Mittelbünden (GR), auprès de la population suisse, d'experts et de décideurs. Plus de 1'600 personnes ont reçu un questionnaire standardisé. Un objectif particulier de cette enquête était de comprendre dans quelle mesure les représentations de la population suisse non alpine découlent de celles de la population montagnarde. Le questionnaire contenait des images illustrant certains détails particuliers d'un paysage dans différentes situations – passée, actuelle et future. Les personnes interrogées ont mis en évidence par des tests d'images les scénarios qui leur plaisaient le mieux.

Extraits de certains résultats : les mayens exploités à des fins agricoles sont évalués de manière significativement plus positive par les habitants et les touristes que par le reste de la population suisse. La tendance inverse apparaît dans le cas des résidences

de vacances aménagées dans les mayens désaffectés ; les habitants et les touristes les perçoivent d'un oeil très critique, alors que le reste de la population se positionne plus positivement face à cette nouvelle affectation. «Le véritable sentiment d'être dans un mayen se perd dans ces cabanes équipées de paraboles satellites» estime une jeune femme d'Alvaneu. En outre, pour les habitants, ce changement semble être un signe de la perte regrettée d'anciennes et importantes conditions de vie.

Plus sauvage – aux dépens de la culture alpine ?

Les résultats de l'enquête montrent également que les touristes et le reste de la population suisse peuvent accepter que des mayens tombent en ruine. Les habitants jugent au contraire cela de manière clairement négative. Les raisons de ces points de vue divergent : les touristes acceptent la déchéance d'un bâtiment comme conséquence naturelle d'un usage révolu. La dégradation est de ce fait aussi véritable et authentique. Pour les habitants, au contraire, c'est un héritage culturel et par conséquent de l'authenticité qui disparaît. Selon le même argument, ils évaluent négativement les terrains en friche et qui s'embroussaillent, alors que les personnes extérieures trouvent cela tout à fait attrayant.

«Dans notre enquête, comparativement à de précédentes études, l'embroussaillage et le reboisement et, partant, la disparition du paysage alpin cultivé sont étonnamment mieux acceptés»



constate Gehring. Cela pourrait indiquer un changement d'opinion sur cette question au sein de la population suisse.

Un conflit ville-campagne ou montagne-plaine se dessine clairement : l'attrait pour plus de forêt et d'espace sauvage – tel qu'il apparaît en plaine – est perçu par les habitants de la montagne comme une menace pour leurs conditions d'existence. Ils refusent de laisser le paysage alpin cultivé, soigné durant des siècles, prendre un aspect sauvage. Si le développement futur du paysage alpin devait être accepté par tous les groupes de population, les différences actuelles doivent être atténuées. Une meilleure compréhension mutuelle serait la première étape. «Et la réalisation de l'aspiration à plus de nature sauvage – p.ex. par la mise en place de nouveaux parcs nationaux – pourrait offrir à la population de montagne des perspectives économiques nouvelles» selon Marcel Hunziker, directeur du projet.

*Dr. Marcel Hunziker, Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage, directeur de projet ; Susanne Kianicka collaboratrice au PNR 48 – projet «Représentations et conflits d'objectifs concernant le développement des paysages et des habitats alpins : contextes psychologiques, mécanismes sociaux et approches de solutions pour un développement durable du paysage dans les Alpes et à l'extérieur.»

Contact : marcel.hunziker@wsl.ch

Trois types préférentiels

Les résultats de l'enquête confirment que les différents groupes de population ne sont pas d'accord au sujet d'aspects centraux du développement du paysage alpin. Gehring distingue trois types caractérisés par différentes exigences et préférences représentatifs de groupes sociaux distincts :

Type arcadien Il apprécie un «beau paysage» sans extrême, ne souhaite donc ni des forêts monotones, ni un état sauvage, ni un terrain de golfe ni des champs cultivés de manière intensive. Le paysage ne doit être ni multiple ni mystérieux. Les Arcadiens sont en particuliers fréquents dans le groupe des paysans de montagne pour lesquels les réflexions d'ordre économique priment. Il s'agit entre autres pour eux de préserver la valeur d'un paysage cultivé depuis des siècles et qui a une importance existentielle pour eux et pour leurs aïeux.

Type utilitariste Il tolère les transformations paysagères et apprécie les infrastructures touristiques telles que les terrains de golfe, les maisons de vacances et les installations de transport. Le type utilitariste représente principalement les personnes actives dans le tourisme. Pour elles, le paysage est avant tout une matière première ou un potentiel dont l'utilisation génère du profit.

Type sauvage Il apprécie particulièrement les forêts et les paysages sauvages. Les signes de l'influence humaine sont tendanciellement évalués de manière négative. Le type sauvage se trouve le plus fréquemment dans les villes de plaine, où les Alpes représentent premièrement un espace de loisirs et de repos. Les membres d'organismes environnementaux font également partie de ce type.



Préserver et développer le paysage par la coopération

Reboisement des alpages, glissements de terrain, vieillissement des forêts d'altitude – les phénomènes de plus en plus souvent observés dans l'espace alpin résultent au moins en partie de la négligence de l'entretien du paysage. Le projet de recherche «Coopération dans le management du paysage» a examiné des solutions envisageables grâce à des études de cas dans l'Oberland bernois. Il s'avère ainsi que les structures ancestrales de la gestion collective du paysage ont encore une perspective d'avenir; de nouveaux modes de coopération et stratégies renforçant une conception globale sont toutefois prometteurs.

Texte Stefan Christen, Presswerk, Lucerne

Les communautés alpestres s'appellent par exemple Bussalp, Holzmaten et Wärgistal. Sept d'entre elles font partie de la commune de Grindelwald, dans le Lüttschidental, Oberland bernois. L'utilisation et l'entretien collectifs de l'espace alpin sont ici une tradition vieille de plusieurs siècles. Un document d'origine médiévale, une lettre d'unification de la vallée (*Taleinungsbrief*) datant de 1538 constitue le fondement des structures d'utilisation et d'entretien de ces communautés alpestres. Il a connu à plusieurs reprises de légères adaptations au cours du temps. Son contenu spécifie par exemple qui peut faire usage, et dans quelle mesure, de l'alpage; il est également spécifié que les utilisateurs des communautés alpestres doivent effectuer des journées de travail (*Tagwannarbeiten*) afin d'assurer le maintien du paysage et de l'infrastructure. Cela signifie que, parallèlement aux fonctions économiques, l'exploitation alpestre connaissait déjà depuis longtemps des fonctions d'entretien du paysage.

Oberland sauvage, rendu sauvage ?

Cette utilisation et cet entretien du paysage sont aujourd'hui menacés – pas seulement dans le Lüttschidental, mais dans la plupart des régions alpines. L'embroussaillage et le reboisement de parcelles autrefois cultivées progressent, les forêts d'altitude vieillissent. Les raisons de ces phénomènes sont multiples: le changement structurel de l'agriculture et, partant, le recul de la production primaire, l'exode rural, l'urbanisation – tout cela se répercute sur la qualité du paysage de l'espace alpin. Non seulement le paysage, mais également la valeur ajoutée produite par le tourisme dans cet espace de repos souffrent de l'ensauvagement des régions de montagne. Cela vaut tout particulièrement pour le Lüttschidental, fortement marqué par le tourisme: c'est sur le terrain des communautés alpestres de Grindelwald que se déroule le tourisme d'été et d'hiver et les corporations sont elles-mêmes en partie étroitement liées au tourisme. Etant donné que



« Le travail collectif permet de transmettre des savoirs et des expériences. ... ce mélange de traditions et d'entretien en constitue le fondement. »

le tourisme représente dans beaucoup d'endroits une condition de vie essentielle, il est vital que les acteurs concernés puissent judicieusement planifier, soutenir et réaliser le développement et l'entretien du paysage.

Structures traditionnelles porteuses d'avenir

Comment lutter collectivement, globalement et durablement contre les changements non désirés du paysage ? C'est ce questionnement que soulève le projet de recherche «Coopération dans le management du paysage : stratégies institutionnelles au plan local et régional» du Centre interfacultaire de coordination pour l'écologie globale (IKAÖ) de l'Université de Berne. Dans cette recherche, les chercheurs se sont notamment intéressés aux corporations alpestres de Grindelwald. Le directeur de projet Thomas Hammer* attribue une grande importance aux communautés alpestres de Grindelwald : maintenir des structures traditionnelles de ce type serait à l'avenir encore essentiel pour l'explo-

tation des forêts et des sols. «Elles ont de l'avenir.» A ce propos, il n'en va pas seulement de l'économie alpestre ou de l'entretien du paysage – non rentables du strict point de vue économique de l'économie de marché. Les valeurs sociales et culturelles sont tout aussi importantes : le travail collectif permet de transmettre des savoirs et des expériences ; les fruits du labeur sont récoltés durant le *Chästeilet* (partage du fromage). C'est justement ce mélange de traditions et d'entretien du paysage qui en constitue le fondement.

Etude de cas R-LEK

Les chercheurs ayant participé au projet montrent en même temps que, parallèlement aux relations historiquement constituées entre l'exploitation des forêts d'altitude et les acteurs de l'agriculture de montagne, de nouvelles formes de coopération sont également nécessaires et possibles. Ce constat a pu être concrétisé dans le cadre d'une autre étude de cas réalisée elle aussi dans la région de l'Oberland bernois : La conception régionale de développement du paysage (R-LEK) de la planification régionale de l'Oberland oriental, une association existant depuis une vingtaine d'années et réunissant 29 communes. L'équipe de recherche de l'IKAÖ a accompagné les travaux du R-LEK et contribué au lancement du processus de transposition par un atelier de travail organisé conjointement.

Donner les impulsions

Le concept R-LEK doit servir de fil conducteur aux communes associées ; il fixe dans une certaine mesure la stratégie de la gestion future du paysage dans la région. Il s'agit essentiellement d'esquisser un développement régional du paysage orienté d'une part sur la base du droit privé existant et visant, d'autre part, une gestion douce et informelle du développement paysager. Les impulsions correspondantes existaient déjà dans le cas concret grâce aux instruments de promotion du canton de Berne et de la Confédération. De plus, la planification régionale de l'Oberland oriental a éga-

lement créé ses propres instruments, par exemple un fonds régional pour le paysage permettant de soutenir différents projets.

Processus participatif: le chemin est aussi un objectif en soi

C'est clair: le cheminement lui-même, défini lors de l'élaboration de R-LEK, a déjà permis d'atteindre un objectif. Le processus participatif a intégré un maximum d'acteurs et de groupes d'intérêts locaux et régionaux différents – communes, organisations de tourisme, représentants agricoles, organismes de protection. «Cela a déjà en soi un effet» explique Thomas Hammer. Le rapport final met ainsi en évidence que, par différentes formes d'action, des structures favorisant un réseau régional ont été créées. Les conflits au sujet de l'utilisation et du développement du paysage seront cependant inévitables à l'avenir aussi. Il s'est malgré tout avéré que lors des travaux liés au R-LEK, les protagonistes ont progressivement développé une compréhension réciproque et – particulièrement important – qu'ils ont même développé des impulsions pour une collaboration transectorielle.

Des professionnels du milieu forestier et du tourisme ont ainsi par exemple pris part au déboisement du paysage à Lauterbrunnen. Le projet «alpenregion.ch» démontre que la gestion paysagère ciblée est importante pour les milieux du tourisme: les destinations touristiques de l'Oberland bernois oriental ont créé un fonds commun destiné à attribuer annuellement des distinctions pour des paysages de valeur particulière. Malgré la réalisation déjà avancée des projets, l'impact effectif du concept R-LEK sur le paysage n'est pas encore clairement mesuré. Des données quantitatives à ce propos ne sont en aucun cas envisageables. Le processus initié, les projets et leur effet de sensibilisation auprès des

acteurs exercent cependant un effet tendanciellement «positif sur le paysage», selon le rapport final du projet.

Coopération et intégration

C'est pourtant aussi valable dans ce cas: les concepts sont une chose, leur transposition en est une autre. Lors d'une première évaluation du processus R-LEK dans l'Oberland bernois oriental, il est apparu que les stratégies définies viennent à peine d'être intégrées dans la politique concrète des communes. L'équipe de recherche souligne par conséquent: Une gestion concertée du paysage, intégrant les intérêts convergents et ne perdant pas de vue la globalité, requiert la participation d'acteurs et de modérateurs régionaux. Ces derniers doivent accompagner et promouvoir le processus – tout en restant attentifs en même temps à ce qu'une stratégie collective émane «d'en bas», en relation avec toutes les personnes concernées et leurs intérêts spécifiques. Les coopérations en réseau vertical et horizontal, organisées de manière participatives pour le développement et la gestion à venir des paysages représentent d'abord un idéal-type, ce dont Thomas Hammer est aussi conscient. «Ce sont précisément les cantons de montagne qui ont torpillé ce genre d'impulsions avec leur mode de pensée très sectorielle. Il faut donc du temps jusqu'à ce que la perspective mûrisse et que le bien-fondé des coopérations transectorielles soit constaté – justement parce que le résultat n'est pas perceptible à l'avance.»

***Dr. Thomas Hammer** est Privat-docent au Centre interfacultaire de coordination pour l'écologie globale (IKAÖ) de l'Université de Berne et coordinateur du projet PNR 48 «Coopération dans le management du paysage: stratégies institutionnelles au plan local et régional». Les illustrations relatives à ce projet ont été réalisées par Marianne Tiefenbach, collaboratrice du projet.

Direction du projet: Prof. Dr. Ruth Kaufmann-Hayoz

Contact: rkaufmann@ikaoe.unibe.ch





Qui dit quoi dans le Baltschiedertal ?

Comment l'une des dernières vallées alpines de Suisse à avoir gardé son caractère originel fait-elle face aux changements d'exploitation? Une étude comparative tente de dresser le portrait du site avant et après 1986, date de la mise en place d'un contrat de protection paysagère.

Texte Anna Hohler, Lausanne

À qui appartient tel coin de paysage? Au propriétaire foncier, même s'il ne s'investit plus, par exemple, dans les travaux d'entretien de tel bisse, vu que l'eau passe désormais par un tunnel? À celui qui est titulaire d'un ou de plusieurs droits d'alpage, transmis de père en fils? Qui fait estiver ses moutons sur les hauteurs et passe donc de fait plus de temps sur place que tous les autres acteurs concernés? Ou à celui, finalement, qui construit un nouveau sentier pédestre ou un bâtiment de captage d'une source sans trop se soucier des droits de propriété et qui, ce faisant, s'impose comme usager et donc propriétaire de fait?

Voilà le genre de questions auxquelles tente de répondre une série d'études de cas menées par l'équipe de recherche de Raimund Rodewald*. Ce projet de PNR 48 avait pour but d'examiner la relation entre les régimes institutionnels du paysage et son aménagement (cf. encadré p.15), en tenant compte des particularités historiques et géographiques. Il s'agit de montrer, à l'aide d'une comparaison de données dans le temps, com-

ment maintenir l'entretien d'un paysage alpin au-delà de l'exploitation collective traditionnelle, et comment contribuer au développement durable d'un site grâce à de nouvelles formes de propriété.

L'étude de cas qui nous intéresse ici est consacrée au Baltschiedertal, au nord de Viège. C'est l'une des dernières vallées des Alpes suisses où la civilisation n'a laissé que peu de traces. Ici, aucun télésiège ne s'immisce dans le paysage. Aucune voiture ne grimpe les flancs raides s'élevant de part et d'autre de la rivière: l'accès de la vallée n'est possible qu'à pied. «Une route? Il ne faut pas rêver, explique Peter Nellen. Regardez cet éboulement, en face: elle ne tiendrait même pas un hiver.» Et l'ancien maire de Baltschieder de rappeler les crues torrentielles de l'an 2000, où le Baltschiederbach a détruit une partie du village situé

« On monte le 20 mai, et ça depuis toujours. Pourquoi changer la date ? »

à l'entrée de la vallée, causant des dégâts de plusieurs dizaines de millions de francs.

Nous avons laissé la voiture au-dessus d' Eggerberg et nous pénétrons dans la vallée en remontant le bisse de la Gorperi, sur le versant orienté à l'ouest. L'eau coule tranquillement juste à côté de nos pieds, dans une rigole creusée il y a plusieurs siècles. Elle traverse la roche dans de petits tunnels, remplit le bassin d'une fontaine. Soudain, une cloche retentit à intervalles réguliers, actionnée par le passage de l'eau sur une petite roue. Installée au moment de la reconstruction du bisse, elle rappelle un ancien dispositif d'alerte: en lieu et place de la cloche, il y a cent, deux cents ans, des coups de marteau rythmaient les jours et les nuits des villageois en contrebas. Le silence, c'était le signe d'un dan-

ger proche: si l'eau délaisse la roue, c'est qu'elle a quitté son lit et qu'elle va provoquer des éboulements...

Une bonne heure plus tard, nous arrivons à la fin du bisse et traversons la rivière mère en empruntant un rustique pont en bois. En cas de crue, les garde-fous – quelques barres solides mais espacées – laissent passer eau et éboulis sans que l'ouvrage soit emporté. «C'est ainsi qu'il survit, depuis sa construction il y a huit ans, raconte Peter Nellen. Sinon, nous devrions le reconstruire chaque année...» Le Baltschiederteral reste quasi inaccessible de novembre à mai. Chaque hiver, les avalanches marquent le paysage. Au printemps, il s'agit de le remettre en état: contrôler les sentiers, nettoyer les bisses, voir quels travaux s'imposeront durant la belle saison.

« Ce qui compte, ce sont les gens sur place: maires, représentants des services cantonaux ou communaux, bergers, gardiens de cabane... »



Les régimes institutionnels résultent de l'interaction entre des droits d'usage pour la production de services liés aux paysages et les dispositions ou autorisations correspondantes, dérivées par les détenteurs de ces droits en fonction de politiques publiques en matière de protection ou d'exploitation. Dans le cadre de ce projet, le concept des régimes institutionnels (concept-RI comprenant 4 types de régimes) a pour la première fois été transposé au paysage.



En fin de journée, après quelques frayeurs vécues de l'autre côté de la vallée, sur le sentier suspendu dans le vide qui longe l'ancien bisse du Niwärch, nous descendons vers Ausserberg. Peter Nellen, par ailleurs président du consortage des bergers de la vallée, connaît tout âme qui nous croise. Nous passons près d'un chalet, il se fait interpellé : un berger manifeste son intention de monter à l'alpage plus tôt dans l'année, sans respecter le délai imposé par le consortage. «On monte le 20 mai, et ça depuis toujours, rouspète-t-il. Pourquoi changer la date?» Parce que le consortage fixe désormais son délai chaque année en fonction de la météo.

Mais même cet incident a l'air insignifiant face à la force sauvage qui émane de cette vallée. Ici, rien ne semble pouvoir altérer le cours des choses. Comme on n'y accède qu'à pied et moyennant un effort considérable, la menace d'une surexploitation touristique semble irréaliste. Par ailleurs, toute exploitation hydroélectrique est défendue depuis que les quatre communes qui se partagent le Baltschiederental, Ausserberg, Baltschieder, Eggerberg et Mund, ont signé, en 1986, un contrat avec la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP) et Pro Natura Valais. De plus, la majeure partie de la vallée fait partie, depuis 2001, de la réserve Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Sur le papier, cependant, les conflits entre les différents acteurs présents dans la vallée sont nombreux. Selon Jean-David Gerber** «le label UNESCO n'a qu'un impact symbolique qui n'implique pas de protection supplémentaire. Ce qui compte, ce sont les gens sur place : maires, représentants des services cantonaux ou communaux, bergers, gardiens de cabane... Le contrat de 1986 a conduit à la création de la commission du Baltschiederental : elle regroupe les quatre communes, la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP), Pro Natura ainsi qu'un représentant du Service cantonal des forêts et du paysage et du Fonds suisse pour le paysage. Comme la commission, de l'avis même de ses membres, ne permettait pas une gestion suffisamment efficace de la vallée, un coordinateur intercommunal a été nommé en septembre 2003. Cette nouvelle structure reprend en quelque sorte le rôle régulateur des anciens consortages.»

Dans son étude, Jean-David Gerber délimite sept nœuds de conflits passés, présents ou potentiels : l'exploitation hydroélectrique, l'élevage, le captage des sources, l'entretien des bisses, la transformation des bâtiments agricoles, l'escalade et les vols en hélicoptère. Il dresse le portrait de la situation avant et après le changement de régime de 1986, rassemble une somme considérable de données historiques et arrive à la conclusion que le cas du Baltschiederental n'est pas loin de pouvoir être considéré comme exemplaire, par comparaison à d'autres sites valaisans : «Bien sûr, les bergers, les alpinistes ou les défenseurs de la nature ne sont pas toujours du même avis. Mais dans la plupart des cas, la commission du Baltschiederental est parvenue à rassembler les personnes impliquées autour d'une table de façon à négocier des solutions allant dans le sens d'une plus grande durabilité.»

De l'avis de Jean-David Gerber, le seul danger, pour l'instant, se situe du côté de la relève : «Une structure participative ne peut fonctionner que grâce à la bonne volonté de chacun. Aujourd'hui, la plupart des initiateurs du contrat de protection de 1986, par exemple, sont relativement âgés. Et les jeunes n'entretiennent pas forcément la même relation avec la vallée que les anciens...»

Mais ceux qui l'ont visité, ne fut-ce que pendant quelques heures, ne l'oublient certainement pas de sitôt : du haut des crêtes imposantes du Baltschiederental souffle un vent libertaire, tout de beauté. Ici, la nature se refuse à toute instrumentalisation. Comparé à elle, l'homme est petit.

Dr. Raimund Rodewald**, Directeur de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP) était directeur de projet pour le PNR 48, et *Jean-David Gerber** était collaborateur au PNR 48 «La maintenance du paysage alpin cultivé traditionnellement et les mesures de reproduction écologiques pour la préservation de territoires productifs vivants au moyen de régimes institutionnels de ressources impliquant le bénévolat, les régimes de propriété collective et autres formes d'action collective». D. Gerber a rédigé l'article «Etude de cas Baltschiederental».

Contact : info@sl-fp.ch

L'ouvrage suivant est paru aux éditions Rüegger en relation avec le projet de recherche : Raimund Rodewald, Peter Knoepfel (eds.) : Institutionelle Regime für nachhaltige Landschaftsentwicklung (Régimes institutionnels pour le développement durable du paysage) (ISBN-Nr. 3-7253-0813-6)



Les projets de parc : un labyrinthe

La discussion au sujet des nouveaux Parcs nationaux et naturels est d'actualité au parlement. La discussion a cependant réellement démarré seulement lorsque la perspective a été modifiée – s'éloignant d'une protection puriste de la nature, se rapprochant de nouvelles opportunités pour le développement régional. Un changement de mentalité est apparu à la même période : les régions de montagnes sont moins des «paysages naturels» et davantage des «paysages cultivés» qui doivent leurs qualités paysagères particulières et leur biodiversité précieusement à une exploitation soignée.

Le changement dynamique dans le sens d'une exploitation durable et de son enrichissement par des prestations complémentaires est aujourd'hui plus avancé dans des régions bien accessibles, «éloignées de la nature», que dans les régions périphériques, «proches de la nature». L'équipe de recherche entourant Erwin Rüegg de l'Institut de sciences politiques (IPZ) de l'Université de Zurich s'est intéressée à la question de savoir comment les paysages alpins deviennent un facteur de développement et quelles sont les pierres d'achoppement lors de sa réalisation. Parallèlement aux projets décrits plus loin, l'équipe de recherche a également enquêté au sujet du Parc Adula (GR), de la Biosphère de l'UNESCO à Entlebuch (LU), du Parco nazionale del Locarnese e Vallemaggia (TI) ainsi que du Naturerlebnispark de Schwägalp/Säntis (SG/AR).

Chemin tortueux jusqu'au Parc national

Texte Pirmin Schilliger, Lucerne

Pro Natura a lancé il y a cinq ans l'idée d'un deuxième Parc national suisse et proposait les montagnes uranaises comme emplacement possible. Les principaux acteurs locaux et la population résidente l'ont appris par le biais de la presse. «Cela a provoqué chez la plupart un réflexe de défense qui a difficilement pu être rompu» explique Erwin Rüegg de l'Institut de sciences politiques (IPZ) de l'Université de Zurich. En outre, la proposition n'est pas venue du bon bord. «La majorité de la population uranaise n'accepte pas Pro Natura ; elle ne représente pas l'initiateur idéal s'agissant de la réalisation d'un projet de cette envergure» avertit Georges Eich, responsable du département cantonal de la protection de la nature et du paysage. Beaucoup d'habitants ont constaté avec amer-

« Les baillis reviennent maintenant de l'extérieur, et le plus triste c'est que le gouvernement leur apporte son soutien par-dessus le marché. »

tume que cette organisation environnementale avait déjà initié l'avant-projet sans s'être informée plus avant ni concertée avec eux.

«Labyrinthe du diable»

Pro Natura, par le biais d'un comité de projet a tenté par la suite d'atténuer ce qu'elle avait inexcusablement négligé lors du lancement de l'idée. Il était dirigé par Martin Furrer, qui a entre temps abandonné sa fonction de conseiller d'Etat. Des représentants communaux ainsi que des représentants des différents groupes d'intérêts locaux et organisations environnementales en faisaient également partie. Sur mandat du gouvernement uranais, le comité a mené une étude de faisabilité qui a abouti à un résultat fondamentalement positif. Un Parc national serait possible. Lorsque le Conseil d'Etat a entrepris d'informer plus précisément les communes concernées de Gurnellen, Erstfeld et Silenen, seuls des voix négatives se sont exprimées à l'encontre de ce projet. «Les baillis reviennent maintenant de l'extérieur, et le plus triste c'est que le gouvernement leur apporte son soutien par-dessus le marché» affirmait une voix énervée à Gurnellen. La grande majorité refusait le Parc national d'Uri, perçu comme une «réserve d'interdictions» ou même comme un «labyrinthe du diable».

Rétrospectivement, Georges Eich juge de manière auto-critique le processus d'information d'alors. «Les conditions-cadres de la Confédération étaient trop peu claires, le catalogue des critères trop rudimentaire. Nous ne pouvions donc pas expliquer correctement à la population ce qui serait autorisé ou interdit par un Parc national.» Les faits essentiels étaient cependant clairs : Au contraire des 250 km² de la zone environnante, un usage restreint serait encore autorisé dans la zone centrale de 310 km² : la chasse et l'exploitation alpestre seraient interdites, seuls la randonnée, les tours à ski et l'exploitation des cabanes de montagne seraient encore autorisés.

Un noeud de conflits d'intérêts

Ces restrictions ont effrayé différents groupes d'intérêt : les chas-

seurs craignaient pour la chasse du gibier sauvage, les agriculteurs pour la perte de leurs alpages, les chercheurs de minéraux et les varappeurs pour leurs activités de loisirs. Les conflits d'intérêts formaient ainsi un paquet multiple dans les versants gauches et droits de la Reuss. Ce qui a résulté au retrait préventif de la Göschenealp du projet vu les trop nombreux intérêts en jeu. Voyant ses exploitations estivales menacées, la corporation Uri, propriétaire des quatre cinquièmes de la surface cantonale, s'est opposée de manière particulièrement virulente.

Le résultat des séances d'information a consterné le comité du projet et le gouvernement uranais : la population ne voulait pas de Parc national, et encore moins d'un Parc imposé d'en haut. «En février 2004, alors que le Conseil fédéral a repoussé pour des raisons financières la révision de la Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPN) dans le but de clarifier les bases légales nécessaires pour les futurs parcs, c'était pratiquement aussi le point mort pour le projet de Parc national à Uri» estime Rüegg. En mai 2004, le gouvernement uranais le déclare publiquement : l'idée d'un Parc national n'est plus d'actualité.

Une deuxième tentative sans faux-pas

Pourtant, c'est connu, ceux qui sont déclarés morts vivent souvent plus longtemps. Aujourd'hui, un an et demi plus tard, un nouvel espoir bourgeoine chez les initiateurs. Sur pression du Parlement, la révision de la LPN a été entreprise. Les conditions-cadres pour les nouveaux Parcs nationaux et Parcs naturels régionaux pourraient déjà bientôt exister. «Le projet d'un Parc national à Uri n'est pas mort, mais il dort» explique Eich pour décrire la situation actuelle d'un point de vue officiel. Cela signifie qu'une deuxième tentative n'est pas exclue. «Cette fois, l'initiative devrait toutefois venir des communes concernées» explique-t-il clairement. Une démarche que Rüegg, sur la base de ses recherches, ne peut qu'appuyer. «De tels projets n'ont une chance d'aboutir que si la gestion politique du consensus émane de la région elle-même, porté en premier lieu par des acteurs politiques connus et ancrés dans la région.» Un point particulièrement critique est le travail de relations publiques qui, de l'avis de tous les participants a été sous-estimé de manière inexcusable lors de la première tentative.

Il est important que la population ne perçoive pas uniquement les restrictions liées au Parc, mais qu'elle voie aussi les opportunités économiques. Un Parc naturel régional serait peut-être une variante plus «douce» que les Uranais pourraient approuver. Eich fait remarquer un point crucial pour les discussions à venir : «Chaque propriétaire foncier concerné veut connaître avec précision les conséquences directes qu'un Parc aurait pour lui.»

Renvoyant à son étude, Rüegg donne encore à réfléchir : «L'élaboration d'un nouveau Parc dure en principe plus longtemps que prévu. Il faut compter avec un parcours du combattant de dix ans au minimum.» Il reste néanmoins que l'état proche de la nature des vallées latérales de la Reuss les prédestinerait précisément à un Parc national. Mais justement : être proche de la nature est un critère, mais pas LE critère déterminant.

Direction du projet : Dr. Erwin Rüegg, Institut de sciences politiques, Université de Zurich

Contact : e.rueegg@access.unizh.ch



Un parc au service des hommes, des bêtes et de la nature

Texte Anna Hohler, Lausanne

Le Parc jurassien vaudois, créé en 1973, est aujourd'hui candidat au nouveau label suisse «Parc naturel régional». Daniel Béguin, doctorant en biologie et animateur du Parc, nous guide à travers prairies et pâturages boisés.

«Le Parc jurassien vaudois est aujourd'hui à un tournant», affirme Daniel Béguin au Col du Marchairuz, à la fin de la visite. «Le Parc est ancré dans la région, bénéficie d'un bel acquis, d'une assise de plus de 30 ans. Maintenant, nous disposons des bases pour aspirer à une plus grande visibilité, pour travailler en partenariat avec les acteurs du tourisme et de l'économie locale, et contribuer ainsi à une activité durable dans la région.»

Nous sommes de retour d'un petit tour sur le versant nord-ouest du col, tout au nord du Parc. On y croise des vaches, guigne quelques narcisses, hume le daphné. «À certains endroits, on compte plus de 50 espèces sur un seul mètre carré. C'est exceptionnel», raconte notre guide. Mais on peut également admirer les murets de pierres sèches ou visiter le Chalet des Amburnex, propriété de la Ville de Lausanne depuis plus de deux siècles. C'est l'un des derniers des quarante alpages du Parc où l'on continue de fabriquer du gruyère.

Daniel Béguin est doctorant en biologie et travaille sur les conditions de régénération des épicéas dans les pâturages boisés – le sujet grâce auquel il a découvert l'existence du Parc. Il est pour l'instant le seul employé, à mi-temps. Chargé de l'animation au Parc depuis un an, il fait le guide et l'animateur pour trente à quarante classes d'écoles par saison. Par ailleurs, il s'occupe d'un minimum de communication. Le projet lui tient à cœur.

Durant la visite, l'animateur jongle avec des mots à première vue peu compatibles avec l'image d'un Parc naturel: «promotion», «exploitation», «économie»... Mais ses propos prennent sens. «Il ne faut pas confondre ce Parc avec une réserve, explique-t-il. Ici, l'activité des hommes fait partie du tableau. Ce paysage jurassien fut modelé par des siècles d'activité humaine, il serait faux de la bannir.» Un exemple: les pâturages boisés, mosaïques de prairies et d'arbres, disparaîtraient vite sans le bétail. «L'évolution irait alors irrémédiablement vers une forêt dense, relève Daniel Béguin, signifiant la perte de milieux riches et appréciés». Ainsi, le Parc jurassien vaudois intègre l'exploitation pastorale et sylvicole, et ce dès ses débuts. Voilà pourquoi il va pouvoir aspirer, dans le cadre de la modification de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, à l'appellation Parc naturel régional.

Un Parc naturel régional a pour but, d'abord, «de conserver et de mettre en valeur la qualité de la nature et du paysage», mais aussi, justement, «de renforcer les activités économiques, axées sur le développement durable, qui sont exercées sur son territoire et d'encourager la mise sur le marché des biens et des services qu'elles produisent». Ou, pour reprendre les mots de Daniel Béguin: «Le Parc jurassien vaudois est un outil de protection, mais aussi un facteur de développement de la région.»

Concrètement, il s'agirait d'élargir le périmètre du parc, d'élaborer une charte ralliant les différents acteurs et de renforcer la collaboration avec les offices de tourisme et les milieux économiques de la région. «Un projet à construire avec les communes; le Parc jurassien vaudois rassemble 18 communes et deux propriétaires privés. Et aujourd'hui déjà, les retours sur investissement pour les communes signataires ont fait leurs preuves, principalement grâce aux subventions obtenues pour la réfection des murets ou de bâtiments existants. Le tournant vers un Parc naturel régional demandera plus de moyens pour une gestion pro-

fessionnelle des multiples facettes d'un tel projet», explique Daniel Béguin. Lui-même mijote de jolis projets pour le futur. Dès 2006, il voudrait offrir des excursions thématiques autour de la «cuisine aux herbes sauvages». Ou proposer des randonnées hivernales en raquettes.

Lors de la création du Parc, au tout début des années 1970, un personnage a joué un rôle clé : Daniel Aubert, président, à l'époque, de la Ligue vaudoise pour la protection de la nature (aujourd'hui

Pro Natura), professeur à l'Université de Neuchâtel et infatigable arpenteur de la nature. Grâce à sa ténacité et son charisme, il a réussi à réunir la plupart des communes propriétaires, à une époque où cela n'allait pas de soi. Et peut-être que Daniel Béguin, de nos jours, partage avec lui plus que le seul prénom : ténacité, charisme, enthousiasme... C'est comme si l'on avait affaire au digne représentant du fondateur. En tout cas, c'est lui, le visage du Parc jurassien vaudois d'aujourd'hui.

« Le Parc jurassien vaudois est un outil de protection, mais aussi un facteur de développement de la région. »





En quête d'une marge de manœuvre dans l'utilisation du territoire

Les modes d'exploitation des agriculteurs de montagne ne peuvent être indifférents aux touristes: les sols exploités ou non par l'agriculture influencent largement l'image du paysage. Face à la situation du changement structurel progressif, l'équipe de recherche entourant Stephan Pfefferli * dans le cadre du projet SULAPS a étudié les interactions subtiles existant entre l'agriculture et le paysage dans deux régions des Grisons. Les chercheurs ont également développé des instruments permettant de visualiser les effets induits sur le paysage par différents scénarios de politique agricole.

Texte Stefan Christen, Presswerk, Lucerne

Deux régions des Grisons: Quatre communes (Alvaneu, Brienz/Brinzauls, Schmiten et Surava) du district Belfort, trois communes (Cunter, Riom-Parsonz et Savognin) du district Surses. Chacune des sept communes a une connotation rurale et agricole; elles se situent dans la zone dite de montagne III et le tourisme joue un rôle important, en particulier à Savognin et environs. Une région de recherche idéale pour le projet SULAPS – du fait aussi des bonnes bases de données du Système d'information du territoire (SIT) disponibles dans le canton des Grisons. SULAPS est l'abréviation anglaise pour «Systèmes durables de production du paysage» (Sustainable Landscape Production Systems). «Nous étions particulièrement intéressés de savoir comment l'agriculture, respectivement ses conditions-cadres, influencent le pay-

sage et l'exploitation du sol» explique Stephan Pfefferli, directeur du projet SULAPS.

Structures et paysages en mouvement

La tendance est inexorable depuis des années: la mutation structurelle continue et la pression des réformes dans l'agriculture se répercutent sur le paysage – précisément en région de montagne: des exploitations sont abandonnées, l'exploitation des prairies diminue, avec, pour résultat, l'embroussaillage et le reboisement – aux conséquences non négligeables pour la biodiversité également. A cela s'ajoute l'encouragement de la nouvelle politique agricole pour l'exploitation extensive – par les paiements directs liés à la surface et à une exigence écologique. La question



est la suivante : que va-t-il se passer au niveau du paysage dans les 10 à 15 prochaines années si cette tendance se poursuit ? Ou, formulé différemment : quelle marge de manoeuvre reste-t-il aux acteurs du secteur agricole pour le maintien et l'aménagement d'un paysage qui corresponde aux souhaits de la population et de l'économie (touristique) ?

Presque toutes les exploitations agricoles sont concernées

Comme chacun sait, les prévisions quant à la situation à venir sont une entreprise risquée. L'équipe SULAPS n'a cependant pas jeté un

Lauber**. «Le modèle pronostic permet l'échange de terres louées entre les exploitations de sorte qu'elles puissent, selon la situation, croître ou évoluer vers des activités accessoires.»

Les concepteurs du modèle des structures agraires ont défini l'agriculture de demain sur la base de différentes conditions-cadres. Ils ont en outre proposés six scénarios prenant en compte les développements possibles au niveau des prix des produits, des coûts factoriels, des paiements directs, des possibilités de diversification et d'autres facteurs. Des scénarios «extrêmes» ont aussi été modélisés à dessein : l'éventail va d'une libéralisation totale des marchés agricoles avec des prix et des coûts basés sur le niveau de l'UE en passant par une continuité de la situation actuelle suivant la tendance en cours (définie par la Confédération dans la politique agricole 2007, respectivement 2011) jusqu'à des solutions intermédiaires qui fixent certaines limites à la libéralisation, ou qui pondèrent plus fortement les critères écologiques pour la réalisation des paiements directs.

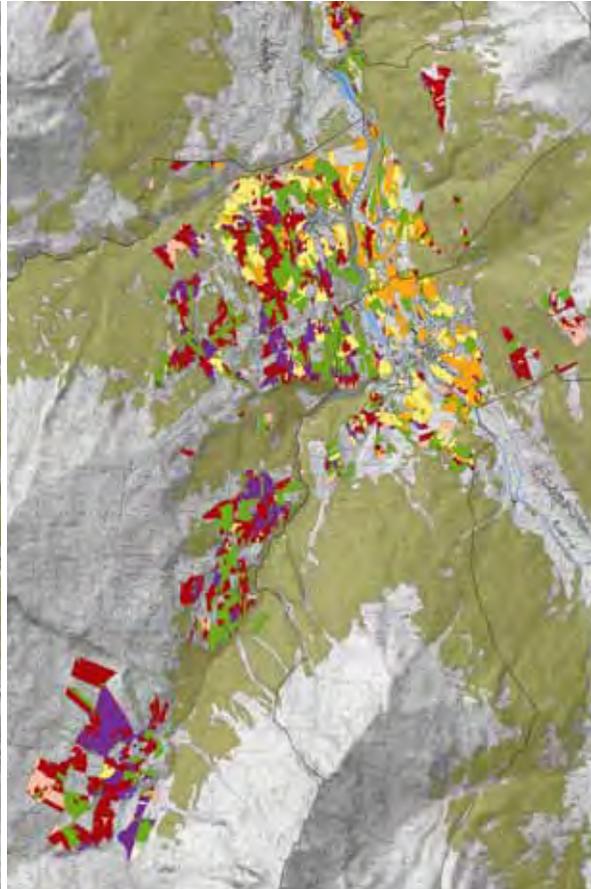
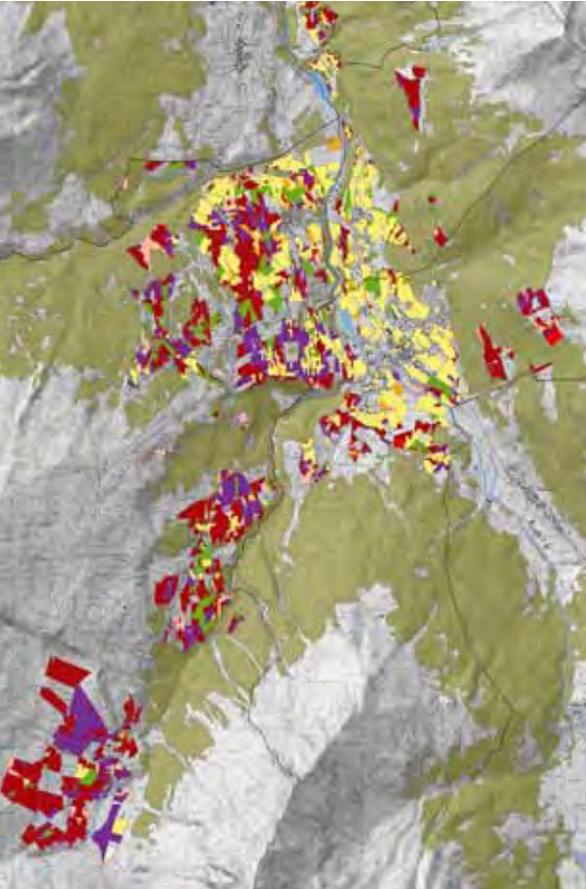
Les résultats du modèle des structures agraires ne surprennent pas forcément. Il est clair que «les scénarios extrêmes ont une influence», selon Stephan Pfefferli. Dans l'hypothèse de la libéralisation totale, la part de surfaces en boisement augmente le plus fortement dans les deux régions de recherche – Belfort et Surses –, celle des prairies utilisées de manière intensive diminue au contraire fortement. Entre un cinquième et un quart des surfaces agricoles actuelles se reboiseraient. Dans le cas du scénario le plus probable, l'utilisation agricole recule également, mais l'augmentation de surfaces en boisement est cependant proportionnellement moins forte. Si le scénario extrême de la libéralisation totale devait se réaliser, il est surprenant de constater, selon les types d'exploitation, la variation du changement de l'utilisation du sol. Stefan Lauber : «8 des 21 exploitations existantes d'une surface utile inférieure à 10 hectares cesseraient complètement leur activité. Les 13 exploitations restantes d'une surface utile inférieure à 10 hectares resteraient dans cet ordre de grandeur.» La diminu-

« Nous étions particulièrement intéressés de savoir comment l'agriculture, respectivement ses conditions-cadres, influencent le paysage et l'exploitation du sol. »

coup d'oeil aléatoire sur la boule de cristal. Les chercheurs ont au contraire procédé avec méthode. Ils se sont basés sur des enquêtes menées auprès d'exploitations dans la région de recherche : celle-ci compte actuellement un total de 70 exploitations agricoles réparties dans les sept communes. 63 d'entre elles ont accepté de répondre à l'enquête relative au projet concernant l'infrastructure existante, l'élevage et l'utilisation du sol ; les objectifs et souhaits non économiques des agriculteurs ont également été enregistrés durant ces entretiens. Complétées par d'autres données, toutes ces informations ont été intégrées dans l'élément central du projet SULAPS, un modèle quantitatif original des structures agraires. «Grâce à ce modèle, il est possible d'envisager les possibilités de développement propres à chaque exploitation» explique Stefan

tion des exploitations d'une surface utile de 10 à 20 hectares serait analogue : sur les 17 exploitations au départ, 5 cesseraient leur activité dans le cas du scénario de la libéralisation, 5 autres diminueraient leur taille et développeraient une activité accessoire.

Sans surprise, le nombre d'unité de main-d'oeuvre diminue dans tous les scénarios. Les revenus agricoles diminueraient par conséquent aussi, et de manière particulièrement forte dans le scénario de la libéralisation. Pour finir, le niveau des paiements directs et des performances de production diminue dans tous les scénarios – hormis dans le cas de la libéralisation soutenue, qui considère explicitement que les paiements directs se situeront à l'avenir dans le cadre actuellement en vigueur.



- Culture alternée
- Prairie intensive et prairie artificielle
- Prairie peu intensive avec contribution écologique
- Prairie peu intensive, sans contribution écologique
- Prairie extensive, avec contribution écologique
- Prairie extensive, sans contribution écologique
- Pâturage
- Surface en boisement et forêt exploitée (rajeunissement naturel)

Reproduit avec l'autorisation de swisstopo (BA057307)

Utilisation actuelle du territoire dans la région de Surses (à gauche: situation initiale) et dans le scénario «Paysage et écologie» (à droite: scénario VI*)

*** Scénario VI, «Paysage, écologie et protection contre les dangers naturels [Libéralisation]»**

Les prix, les coûts et les salaires baissent au niveau de l'UE. Les paiements directs sont fortement réduits et ne comprennent plus que les contributions aux prestations écologiques. Le type d'exploitation des surfaces à haute valeur écologique et des zones de danger est prescrit (normes d'utilisation) et régulé par des subventions financières.

Regard modélisé sur l'avenir

Le projet SULAPS a ceci de particulier que ses résultats peuvent être représentés spatialement et dans le détail grâce au Système d'information du territoire (SIT). Ces cartes indiquent avec précision comment et où le paysage de la région se transforme lorsque les conditions-cadres de l'agriculture changent. Ce projet met à disposition, dans une certaine mesure, une perspective modélisée de l'avenir et établit ainsi une contribution substantielle

« Les cartes indiquent avec précision comment et où le paysage de la région se transforme lorsque les conditions-cadres de l'agriculture changent. »

au fondement de la discussion relative à la problématique du développement de l'agriculture de montagne à venir. Les résultats de l'étude peuvent ainsi soutenir tous les acteurs impliqués dans leurs prises de décision. Les décideurs du secteur agricole verront clairement l'impact de leurs décisions sur le paysage : dans quelles régions l'exploitation du sol n'est plus assurée ; quelles sont les exploitations qui cesseront totalement ou partiellement leur activité agricole ; quels effets auront certaines normes d'exploitation. «SULAPS fournit des indications importantes pour la suite du développement de la politique agricole» – Stephan Pfefferli en est convaincu. Le secteur agricole peut aussi bénéficier des résultats de la recherche : les agriculteurs obtiennent, grâce à SULAPS, des informations leur permettant de mieux planifier leur avenir, d'étendre leur marge de manœuvre en sachant, par exemple, quelles branches d'exploitation seront, en fonction des conditions-cadres, les plus concurrentielles dans 10 ou 15 ans.

***Dr. Stephan Pfefferli** est directeur du projet SULAPS et dirige le département de l'économie rurale à l'Agroscope FAT Tänikon, Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles à Ettenhausen. SULAPS est issu de la collaboration entre la FAT, INFRAS – société privée de recherche et de consultation – et différents partenaires tels que l'Agroscope FAL de Reckenholz.

****Stefan Lauber** est doctorant à l'Agroscope FAT Tänikon et collaborateur du projet SULAPS

Contact : stephan.pfefferli@fat.admin.ch



2050 : Le paysage de Davos sans agriculture ?

Que devient le paysage de Davos en cas de libéralisation totale du marché et de suppression de la totalité des subventions à l'agriculture ? C'est à cette question et à d'autres que l'équipe de recherche menée par Peter Bebi* de l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches (ENA) veut répondre au moyen du projet ALPSCAPE. L'élément central de ce projet consiste en un modèle informatique permettant de représenter, de simuler et d'évaluer différents scénarios d'avenir d'une région alpine.

Les consommateurs et les consommatrices ne sont pas tous disposés à payer un prix plus élevé pour des produits de haute qualité, tels que le fromage bio ou la viande séchée par exemple. La question introductive est ainsi vite réglée : Les agriculteurs dans cette vallée alpine d'altitude vont cesser leur exploitation. Le paysage va connaître une forte mutation. Les prairies et les pâturages d'alpage se transforment à nouveau en forêts. En quelques décennies, la nature va se réapproprier ce que les Walsers lui ont pris autrefois, il y a des siècles, lors du peuplement du haut de la vallée.

Peu d'agriculteurs actifs à plein temps

Les agriculteurs ont des chances de survie seulement si les consommateurs sont prêts à mettre plus de leur poche pour des produits locaux. Mais même ainsi le nombre d'exploitations diminuerait de 88 aujourd'hui à 20 environ. Seules quelques exploitations à temps plein produiraient encore pour l'économie laitière et commercialiseraient directement leurs produits. Environ une

douzaine d'agriculteurs à temps partiel exploiteraient encore extensivement leur sol avec l'élevage de vaches mères. La production de viande diminuerait de 90%, celle du lait de 80%. Des 9'500 hectares exploités actuellement par l'agriculture, seuls 1'700 hectares seraient encore utilisés à l'avenir. 6'800 hectares se reboiseraient progressivement.

Ce scénario d'avenir détaillé n'est pas une figure fantaisiste. Il résulte en fait du modèle informatique développé dans le cadre du projet ALPSCAPE. «Le paysage alpin est justement très sensible et vulnérable» relève Peter Bebi, directeur du projet. «Les corrélations sont si complexes qu'il est difficile de prévoir les conséquences possibles que pourrait avoir telle ou telle décision.»

Une combinaison de sous-modèles

Ce sont précisément ces corrélations que ALPSCAPE doit toutefois calculer et modéliser. Cela doit finalement aboutir au dé-

veloppement d'un programme d'apprentissage permettant de simuler les conséquences induites par diverses décisions. Une tâche complexe donc. A cette fin, l'équipe de chercheurs a représenté au moyen de plusieurs modèles les différents processus en cours au niveau du paysage à Davos, ces modèles étant finalement combinés les uns aux autres. Les flux matériels et financiers significatifs entre Davos et son arrière-pays – c'est à dire par exemple la production agricole et sylvicole, la consommation de biens, etc. – ont servi de référence à une analyse des flux physiques. Le modèle informatique a intégré des données disponibles concernant les domaines bio-phy-

« Les corrélations sont si complexes qu'il est difficile de prévoir les conséquences possibles que pourrait avoir telle ou telle décision. »

siques et socio-économiques relatifs aux développements paysagers – c'est-à-dire des informations concernant les surfaces forestières et en voie de reboisement ainsi que les surfaces urbanisées et agricoles, etc.

Bebi et son équipe avaient déjà contacté la population de Davos dans une phase antérieure du projet. Leurs connaissances relatives aux corrélations locales ont été rassemblées et pondérées à l'occasion de plusieurs workshops. « Ces ateliers ont donné une bonne vue d'ensemble des thèmes préoccupant particulièrement les habitants » explique la géographe Corina Lardelli**. Ce n'était pas facile ensuite de quantifier le savoir local et de l'intégrer dans le modèle informatique. La contribution scientifique a essentiellement consisté à combiner méthodiquement les différents sous-modèles issus de disciplines aussi diverses que la géographie, l'économie et la sociologie.

Et pour le futur? Facteurs décisifs pour Davos

Comment Davos peut-il se développer durablement? Quelles sont les décisions politiques et économiques nécessaires pour assurer ce développement? Et comment le paysage et l'utilisation du sol se transforment-ils? Les chercheurs ont modélisé ces questions en se basant sur trois scénarios de développement :

- Diminution/suppression des subventions publiques à l'agriculture (tel que mentionné en introduction).
- Réchauffement climatique de 2,5 ° avec un recul proportionnel du tourisme d'hiver.
- Grandes manifestations sportives – p.ex. Jeux Olympiques d'hiver – dans le paysage de Davos avec une croissance touristique.



La modélisation de ce type de scénarios ne permet pas d'aboutir à des recettes toute faites représentant à cent pour cent le développement futur. Il s'agit à nouveau plutôt de chiffres et de perspectives à interpréter, d'indicateurs.

Les résultats finaux de ALPSCAPE ne sont pas encore disponibles. Des informations se dessinent cependant déjà: les mutations les plus radicales du paysage résulteraient d'une suppression des subventions à l'agriculture. Le réchauffement climatique et les grandes manifestations sportives auraient une influence énorme sur l'économie et sur les flux physiques mais peu d'impact sur l'utilisation du sol et la surface habitable. En cas de réchauffement climatique, Davos risque de perdre – selon l'ampleur – jusqu'à 600'000 nuitées hivernales. A l'inverse, le grand événement olympique générerait en un seul mois environ 1.4 million de nuitées, plus que pour une saison d'hiver. Cela aurait naturellement des effets positifs sur l'emploi et le revenu régional, en particulier avant les jeux (chantiers) et durant l'année olympique. Les effets durables seraient par contre plus faibles.

La cessation de l'agriculture ne serait économiquement pas dramatique pour la région – hormis pour les agriculteurs concernés. Aujourd'hui déjà, la contribution de l'agriculture au revenu régional total de 1'146 mio de francs ne représente qu'un montant « marginal » de 10.7 mio de francs, c'est-à-dire plus ou moins un pour cent.

Un outil pour d'autres régions aussi

Des facteurs d'incertitude accompagnent les différents scénarios: par exemple la sensibilité au prix des consommateurs, mentionnée en introduction, ou le fait de savoir si Davos et ses domaines skiables de haute altitude pourraient profiter du réchauffement climatique

Un des défis les plus importants de tout le processus sera de trouver les critères objectifs de la durabilité correspondant au Plan

directeur de Davos et de développer les pronostics les plus exacts possibles indiquant dans quelle mesure ces critères peuvent remplir les différentes options de développement.

ALPSCAPE doit enfin servir d'instrument de planification pour les décideurs, indiquant les effets de corrélation régionale dans une banque de données et transposer les diverses informations stockées dans l'ordinateur en diverses applications. L'objectif à long terme est de mettre à disposition un instrument informatique utilisable également dans d'autres régions alpines. Certaines d'entre elles ont déjà fait part de leur intérêt pour ce genre d'outil de planification.

***Dr. Peter Bebi** est docteur en sciences de l'environnement et directeur du projet ALPSCAPE.

****Corina Lardelli** est collaboratrice au projet

Parallèlement à l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches participent également l'Institut pour le développement territorial et paysager (IRL) de l'EPF de Zurich, l'Institut pour les services publics et le tourisme (IDT) de la Haute école de St-Gall ainsi que des représentants du canton des Grisons et de Davos.

Contact : bebi@slf.ch

« La contribution scientifique a essentiellement consisté à combiner méthodiquement les différents sous-modèles issus de disciplines aussi diverses que la géographie, l'économie et la sociologie. »





Sur la voie (négociée) vers un meilleur paysage

Lors de conflits au sujet des paysages alpins vulnérables, ce sont souvent les tribunaux qui tranchent en dernier lieu. Toutefois, celui qui emprunte la voie de la négociation fait tomber la logique gagnant-perdant et recherche la meilleure solution pour tous – ce qui permet par exemple de diminuer, ici, la largeur de la piste et là, la renaturation d'un cours d'eau.

*Entretien de Pia Seiler, Lucerne,
avec Elke Staehelin-Witt**

Un projet dans l'espace alpin – par exemple un nouveau téléphérique ou la construction d'un barrage hydroélectrique – conduit souvent à des démêlés juridiques épuisants s'étalant sur plusieurs années. Pourquoi est-il si difficile de se mettre d'accord au sujet du paysage ?

Le problème fondamental est le suivant : les paysages sont des biens publics. Ils appartiennent à tous. Et lorsqu'un bien appartient à tout un chacun, les attributions de valeurs et les usages divergent souvent.

Et les innombrables droits de l'aménagement, de la construction, de la nature et de la protection du paysage, sur lesquels les juges peuvent s'appuyer en cas de conflits : ces réglementations ne suffisent-elles pas ?

Tout ce qui est politiquement déterminé n'est pas forcément accepté par tous. Nous avons en

outre des déficits de mise en œuvre, en particulier dans l'espace alpin. Cela apparaît par exemple lors du prolongement de téléskis, sans autorisation ou avec une autorisation délivrée ultérieurement. Les lois existantes laissent également une marge de manœuvre ; on le remarque lors de discussions au sujet, par exemple, de changements d'affectation de mayens en Valais. Les lois ne peuvent ainsi pas tout régler – et ce n'est pas non plus leur rôle.

Vous voulez occuper cette marge de manœuvre par un processus de négociation...

A mon avis, cette approche est plus censée que celle consistant à aller se quereller pendant des années devant un tribunal.

Les négociations permettent-elles d'aboutir à de meilleures solutions ?

L'avantage réside dans le fait que les parties

impliquées cherchent elles-mêmes des solutions répondant à l'intérêt mutuel. Cela réussit en particulier lorsque les parties parviennent à dévoiler les intérêts sous-jacents à leurs positions et à développer sur cette base des solutions acceptables auxquelles un tribunal n'aurait jamais abouti. Les tribunaux désignent un gagnant et un perdant. Les solutions gagnant-gagnant (win-win) – telles que visées par des négociations – ne se réalisent que rarement dans le processus judiciaire.

Lors de conflits au sujet de paysages vulnérables, les organisations environnementales se positionnent en faveur de la nature. Sont-elles les acteurs adéquats ?

Si elles ont les qualifications professionnelles, elles sont des interlocuteurs tout à fait valables. Savoir qui sont les acteurs adéquats n'est en fin de compte pas crucial. Il importe bien plus que les acteurs obtiennent un mandat clair.

Quand ce mandat est-il attribué – lorsque la contribution des membres est versée ?

Cela ne suffit pas pour un mandat clairement défini. Les membres n'ont en général pas d'influence sur les activités politiques de l'organisation. Il en va généralement ainsi : les membres payent leur cotisation et approuvent les objectifs de l'organisation – ou ils ne le sont pas et démissionnent.

Certains politiciens exigent la suppression du droit de recours des organisations. Qu'en pensez-vous ?

Je trouve que c'est une erreur. On peut toutefois discuter sur les modalités d'application de ce droit.

A l'heure actuelle, les recours associatifs représentent fréquemment un obstacle aux négociations. Est-il censé de commencer le processus de négociation par un recours ?

L'idéal serait que les participants cherchent d'eux-mêmes à entrer en dialogue – et pas parce qu'un recours associatif est déposé ou menace de l'être.

Parlons du processus de négociation idéal. Comment devient-il la voie royale ?

Il est utile si les parties impliquées commencent par se fixer un calendrier et un objectif clair. Sinon, le risque existe que les négociations traînent en longueur ou qu'elles deviennent un exercice alibi si l'on va ensuite tout de même devant le tribunal. Lorsque l'on choisit la voie des négociations, les parties devraient aller au bout des négociations et ne pas se référer ensuite à la voie judiciaire. Je conseille de nommer un arbitre au préalable, au cas où une solution consensuelle n'est pas trouvée.

Qui pourrait jouer ce rôle ?

Un service, une autorité chargée de l'environnement – d'autres personnes également selon la situation. Chaque conflit environnemental se présente différemment et s'avère généralement très complexe. C'est pourquoi la personne adéquate doit être trouvée de cas en cas.

Que se passe-t-il si le processus de négociations est imposé en cas de conflit ?

Une négociation imposée par le haut n'est pas très efficace et ne ferait que prolonger un processus généralement déjà pénible. Lorsque l'on recherche des solutions bénéficiant à toutes les parties, l'engagement volontaire est essentiel – la volonté de négocier, la volonté aussi d'appliquer la solution trouvée.

Dans les négociations privées, il s'agit le plus souvent d'argent, de donner et de recevoir. Dans le cas de conflits environnementaux, que mettent les parties dans la balance ?

Les organisations environnementales ne peuvent en effet pas effectuer de paiements com-

« Lorsque l'on recherche des solutions bénéficiant à toutes les parties, l'engagement volontaire est essentiel – la volonté de négocier, la volonté aussi d'appliquer la solution trouvée. »

pensatoires lorsque l'entreprise de construction renonce à un certain nombre de places de stationnement pour un centre commercial. Elles peuvent offrir un gain de temps au maître d'œuvre. «Le temps, c'est de l'argent» – tout particulièrement dans la construction. Il importe souvent au maître d'œuvre d'aboutir le plus rapidement possible à une décision – même si celle-ci est négative. Il peut ainsi s'assurer assez rapidement la possibilité d'implanter ce projet ailleurs.

Il s'agit surtout de projets touristiques dans l'arc alpin. Quels sont les aspects d'un processus de négociation dans ce contexte ?

Les intérêts de la population locale, qui privilégie la survie économique, s'opposent souvent



aux intérêts publics, qui valorisent plutôt un paysage intact. En considérant plus précisément ces intérêts, il est peut-être possible de les rallier dans un même ensemble. On peut ainsi approuver l'extension d'un télésiège, mais en modifiant le tracé originel. En échange, un ruisseau est renaturé ou un biotope est préservé.

La négociation et la médiation sont à la mode. Ces méthodes sont-elles si différentes de la procédure éprouvée en Suisse de la mise en consultation ?

Dans la mise en consultation, on recherche le plus petit dénominateur commun. Négocier signifie cependant prendre en considération les besoins de l'autre partie et chercher de nouvelles solutions, éventuellement plus satisfaisantes pour chacun que le plus petit dénominateur commun.

Existe-t-il des exemples de bonnes solutions négociées trouvées lors de conflits environnementaux ?

Étant donné qu'il s'agit d'un développement relativement récent, il existe encore peu d'exemples. Le premier exemple à mentionner est celui des Championnats du monde de ski alpin 2003 à St. Moritz. Une véritable négociation n'a certes pas eu lieu, mais plusieurs groupes d'intérêts ont été associés dans l'organisation du projet. Il a ainsi été possible de se mettre d'accord sur les tracés des départs de pistes. Le temps était limité, les étapes-clés étaient fixées, les dates

de la compétition n'étaient pas modifiables, et il a tout de même été possible, grâce à des médiateurs expérimentés, de trouver des solutions pour l'Engadine qui puissent être acceptées par tout un chacun.

Vous êtes co-auteur d'un ouvrage sur les négociations et vous achevez une formation de médiation. Qu'est-ce qui vous motive à vous intéresser si intensivement à ce sujet ?

Les processus au cours desquels des êtres humains trouvent conjointement des solutions me fascinent. Jusqu'à présent, j'ai élaboré des solutions pour les différentes parties et apporté la perception extérieure. Dans le cas de la négociation et de la médiation, il s'agit toutefois de rendre possible la réalisation de solutions par l'intérieur. Ce processus a une tout autre qualité.

*Dr. Elke Staehelin-Witt est collaboratrice au projet «Maîtrise de l'utilisation des paysages et des habitats dans les régions alpines». La chercheuse en économie d'entreprise et politique a fondé en partenariat l'entreprise BSS – consultants en économie à Bâle. Elle est co-auteure de l'ouvrage «Verhandlungen bei Umweltkonflikten» (Négociations lors de conflits environnementaux) paru récemment (édition vdf, ISBN No 3-7281-3016-8).

Direction du projet : Prof. Dr. René L. Frey, Center for Research in Economics, Management and the Arts, Bâle

Contact : elke.staehelin@bss-basel.ch



Nouveaux acteurs-clés dans l'espace alpin

Lois, subventions, crédits, concepts, instruments et modèles – ils ont tous en dernier lieu comme objectif de permettre aux habitants de l'espace alpin de gagner leur vie et d'avoir un avenir. Ils restent cependant lettres mortes s'ils ne sont pas animés par des personnes engagées et créatives. Différents projets du PNR 48 ont montré que la réussite d'initiatives et de projets ainsi que l'avenir de localités et de vallées sont souvent liés à des individus ou à des groupes. Ces derniers ne se distinguent pas seulement par leur engagement et leur créativité, mais ils possèdent aussi des compétences sociales particulières et parviennent à créer de nouvelles alliances – passant outre certains blocages sociaux et politiques. Ils mettent ainsi en place les bases favorisant un enracinement de nouvelles idées et une dynamique de transition au sein d'une communauté ou d'une région. Des personnalités de cette trempe sont à l'œuvre dans l'ensemble de l'arc alpin – connaissant déjà le succès ou se confrontant encore à des obstacles et à des pierres d'achoppement. Trois portraits illustrent à titre d'exemple de tels acteurs-clés. Deux d'entre eux – Theo Schneider et Jürg Biner – ont été impliqués dans un projet du PNR 48. Le projet «Scarnuz» montre comment un réseau de femmes contribue à un renouveau de l'arc alpin. Les acteurs-clés présentés suivent des concepts et des stratégies très variés. Leur action illustre cependant la multiplicité des opportunités de l'arc alpin. Les portraits donnent un aperçu de leur méthode de travail, de leur démarche et de leurs réussites.

Theo Schneider: habitant de l'Entlebuch, animateur, guide de montagne

Texte Stefan Christen, Presswerk, Lucerne

Une région périphérique devient une région phare de la durabilité: Depuis que l'Entlebuch peut s'appeler Biosphère-UNESCO, il règne comme un changement d'atmosphère dans la communauté, auparavant en perte, du canton de Lucerne. Theo Schneider, directeur de la Biosphère Entlebuch, est l'un des animateurs et des acteurs-clés incontournables de ce processus.

Sa queue de cheval attachée à la nuque n'est certainement pas considérée comme une coiffure locale traditionnelle. Une figure surprenante, ce Theo Schneider, connu comme le loup blanc dans la vallée. Ou comme un indien qui, au début des années 1990, vêtu d'un costume et d'une plume, dans le bâtiment du gouvernement lucernois, rendait ces messieurs haut placés attentifs au fait que l'Entlebuch n'était pas une réserve reculée d'indiens. Quelques années auparavant – en 1987 – Schneider était du côté de la grande majorité qui, en Entlebuch, s'opposait avec virulence à l'initiative de la protection des marais tourbeux – et également à une démarche n'impliquant pas la population. Une résistance vaine, certes: la protection des marais tourbeux et ainsi la protection des précieux espaces naturels de l'Entlebuch ont été entérinées et appliquées suite au vote populaire. Comment se fait-il dès lors que, 13 ans plus tard – en 2000 – une forte majorité des habitants de



l'Entlebuch s'est prononcée en faveur de la création d'une réserve de biosphère – rebaptisée plus tard simplement «biosphère» ?

«Petits pas, grandes discussions»

«Des petits pas et des grandes discussions sont nécessaires» explique Theo Schnider (48) qui, en tant qu'indigène, prestataire touristique averti et directeur de l'Office du tourisme de Sörenberg depuis de nombreuses années, a compris depuis longtemps les ressorts de l'Entlebuch mais aussi du marketing et de la communication. Participation et dialogue – ces principes ont été intégrés dès le début par les acteurs du développement récent de l'Entlebuch. Leur motivation fondamentale : le vote sur la protection des marais de 1987 ne doit pas simplement avoir pour résultat un concept de développement «vert», mais il peut initier une dynamique de développement «exemplaire» avec un potentiel touristique, économique, culturel et social. Un prétendu handicap comme chance – ce processus se reflète désormais dans la biosphère de l'Entlebuch. Ce qui n'est certainement pas une évidence : les idées innovantes sont depuis toujours perçues avec scepticisme, voire refus. Depuis le début cependant, les acteurs principaux tels que Schnider ont parié sur la participation populaire : le développement régional durable basé sur le capital naturel est possible – cette idée est actuellement ancrée dans les esprits en Entlebuch grâce à différentes formes de participation : tables rondes, groupes de travail, soirées de discussion, workshops, réunions. «Les gens ont eu et ont leur mot à dire sur le projet biosphère ; un certain «milieu innovateur» s'est constitué avec les acteurs régionaux» explique Schnider. Ce dialogue constant a transformé les incrédules en partisans, engagés en partie même dans le domaine du développement régional de l'Entlebuch.

Faire le grand écart

«Un tel projet ne se réalise évidemment pas sans compromis ni contrecoups» dit Theo Schnider. «Le vendredi ils disent oui au projet, et le lundi ils se retirent.» D'un côté, le label biosphère

a apporté en très peu de temps une grande attention médiatique et de la bienveillance. D'un autre côté, la communication interne avec les politiciens est «extrêmement pénible». «Dans ce grand écart, poursuit Schnider, on se positionne comme un entrepreneur.» Et : «les gens écoutent seulement ce qu'il comprennent.» Son rôle consiste précisément à «concevoir des scénarios possibles, transmettre des nouvelles idées, convaincre, évaluer, mettre en réseau et motiver, jusqu'à ce que la dynamique se développe d'elle-même.» Theo Schnider – un médiateur entre d'innombrables exigences, intérêts et désirs, entre ville et campagne, entre économie et environnement.

«Région apprenante moderne»

Toujours est-il que, bien trois ans après la certification, la biosphère peut présenter des réussites à son actif : l'Entlebuch est aujourd'hui le plus grand prestataire d'excursions en milieu naturel de la Suisse et répond aux tendances sociales actuelles en proposant des offres dans le domaine du «Wellness spirituel». Le label «Entlebuch authentique», *Echt Entlebuch*, a lancé une marque collective pour les produits régionaux qui sont écoulés dans la vallée par le biais de la gastronomie. La gestion de la biosphère s'efforce avec passion de positionner l'Entlebuch – fidèle aux lignes directrices de l'UNESCO – comme région pilote. Schnider est persuadé de pouvoir vendre sur la scène internationale le «modèle de coopération» spécifique au projet de l'Entlebuch. «Notre travail en Entlebuch doit pouvoir être reproduit. Il doit servir d'exemple pour d'autres régions.» Développement durable en Entlebuch : pour Theo Schnider, il s'agit-là d'un «processus d'apprentissage et de formation permanent, ouvert et socialement intégré.» L'Entlebuch souhaite ainsi être une «région apprenante moderne» pour une vie et une gestion durables.

«Les meilleures guides de montagne»

Que l'Entlebuch continue à développer aussi résolument le label biosphère même après la certification et qu'il constitue ainsi un



des rares projets de ce type dans lequel la population est impliquée remplit Theo Schneider de fierté. C'est cependant clair pour lui : pour que le développement régional novateur, durable et malgré tout orienté vers la croissance puisse réussir sur le long terme dans un espace tel que celui de l'Entlebuch, il est nécessaire d'avoir «les meilleurs» du côté des acteurs-clés – «tout comme l'escalade d'un massif difficile, qui requiert les meilleurs guides de montagne.» De telles figures de leader n'apparaissent pas par magie. «On peut au mieux les attirer ou les soutenir par un climat innovateur au sein de la région.» Un rôle important est pour finir aussi joué par la politique régionale de la Confédération et des cantons. «Elle doit être moins limitée et moins lente ; elle doit au contraire encourager la responsabilité des régions et aussi mieux soutenir les acteurs-clés.»

* La «Biosphère Entlebuch» constitue aussi un objet de recherche dans le projet «Comment transformer des paysages alpins en facteur de développement?»

Direction de projet : **Dr. Erwin Rüegg**, Institut de sciences politiques, Université de Zurich

Contact : e.rueegg@access.unizh.ch

«Il faut gérer une région comme on gérerait une société privée»

Texte Anna Hohler, Lausanne

«Soit on râle, soit on essaie de faire bouger les choses. J'ai opté pour la seconde attitude.» Jürg Biner, 40 ans, n'est pas de ceux qui aiment rester seuls. Le président de Zermatt Tourismus adore réunir les gens, de préférence ceux qui ont du pouvoir, décisionnel ou financier.

«En 2001, j'ai organisé un meeting avec soixante personnes, raconte-t-il. Nous avons discuté du développement de Zermatt, j'ai fait la modération. Les désirs de tous sont à peu près pareils, on a établi un cahier de propositions. D'après moi, il faudrait organiser de telles séances plus souvent. Mais les gens ont peur, ils n'aiment pas discuter avec trop de monde. Ils disent qu'on ne peut pas être constructif, dans un grand groupe. C'est faux.»

Jürg Biner, candidat radical au Grand Conseil valaisan en mars dernier, a participé aux JO de Lillehammer en 1994 : il est ancien skieur acrobatique. Après une demi-licence en sciences économiques à Fribourg, il a interrompu sa carrière universitaire pour reprendre l'Hôtel Biner, propriété de ses parents. En ce moment, il supervise sa rénovation. Aujourd'hui, il est père d'un enfant et vit là où il est né, à Zermatt. Il s'occupe du développement de sa station. «Développement durable», précise-t-il.

Mais qu'est-ce que c'est, le développement touristique durable ? N'est-ce pas une notion contradictoire ? Comment peut-on à marier, à titre d'exemple, croissance effrénée et soucis écologiques ? Zermatt, lors des pics saisonniers, voit sa population quadrupler... Pour Jürg Biner, ce n'est pas un problème : «On est où on est. Certes, nous ne pouvons réparer des erreurs du passé. Mais il s'agit avant tout de faire face à l'avenir, ensemble. Je vais vous donner un exemple. Un entrepreneur hollandais explique



« Soit on rôle, soit on essaie de faire bouger les choses. J'ai opté pour la seconde attitude. »

son projet de développement touristique aux indigènes d'une île des Caraïbes. Ils sont ravis et veulent tout faire tout de suite, le plus vite possible. Il leur dit : « À ce rythme, on aura dans peu de temps besoin de tant de personnel qu'il nous faudra faire venir des travailleurs d'ailleurs. Bientôt, vous, les locaux, serez en minorité. » L'argument les a convaincus : ils ont opté pour un développement stratégique, plus lent... C'était la même chose à Zermatt, il y a 50 ans. »

Jürg Biner reçoit dans un studio, à deux pas d'une foule de touristes qui font du shopping sous la pluie. Un studio qui lui sert de bureau : à moitié vide, avec une table en verre fumé, un ordinateur portable, un téléphone... Qu'est-ce qui a changé à Zermatt ces dernières années ? A-t-il réussi à imprimer sa griffe ? « Impossible à répondre, juge-t-il. Certains me disent que tout a changé, que c'est grâce à moi, d'autres reprochent que rien ne change. Ce qui est juste, c'est qu'une nouvelle génération a pris les rênes, des gens de mon âge. Les anciens se sont retirés. Depuis, il y a plus de communication, on se parle plus volontiers. Grâce à ça, on a réussi la fusion des remontées mécaniques, ou la création d'un nouveau logo commun. »

Et peut-être que l'arrivée du PNR 48 a-t-elle accéléré les choses. En tout cas, l'étude sur le « Monitoring et management du développement touristique durable dans les régions alpines »¹ a convaincu Jürg Biner d'emblée : il montre des schémas qui

détaillent les différents indicateurs : nuitées, croissance de la population, satisfaction des clients, etc. « En gros, il s'agit de gérer toute une région comme on gérerait une société privée. Simplement on n'a pas de CEO, il faut rassembler tout le monde, alterner les séances en grands groupes et en petit comité. » Ce dernier, selon la terminologie de l'étude, est composé d'une « nouvelle élite ». « Je me suis demandé ce que cela veut dire, explique-t-il avec un sourire. Si j'allais me faire remplacer tout de suite, vu que je viens de faire cinq ans déjà à la tête du tourisme. Ils m'ont rassuré : la nouvelle élite, ce sont ceux qui osent agir, ceux qui affirment leurs convictions et non celles de leur groupe ou de leur employeur. Dans cette définition-là, je peux me retrouver. »

Direction du projet : **Prof. Dr. Thomas Bieger**, Institut d'étude des services publics, Université de St.Gall; **Dr. Heinz Rütter**, rütter+partner, Rüschlikon

Contact : thomas.bieger@unisg.ch; heinz@ruetter.ch



Les cornets-surprises des paysannes grisonnes

Texte Stefan Christen, Presswerk, Lucerne

Selon les habitants eux-mêmes, dans l'Oberland grison, le tic-tac des horloges est différent. Par exemple : un cornet en papier n'est pas simplement un cornet en papier, mais un «Scarnuz», une sorte de cornet-surprise qui sert à emballer les spécialités culinaires grisonnes. Il y a plus de dix ans déjà, les paysannes grisonnes ont fait de cette sympathique idée-cadeau un réseau commercial à succès. Sous l'appellation «Scarnuz Grischun», elles commercialisent conjointement les délices «maison» de leur région – un projet qui a trouvé des imitateurs au-delà même des Grisons.

C'était en 1992/93 que ce «concept à succès de l'entraide paysanne» («*Neue Zürcher Zeitung*») est prétendument né un peu par hasard au Centre Plantahof de formation et de vulgarisation agricoles à Landquart. Un cours était intitulé «Cadeaux de la ferme». On y apprenait à emballer joliment les présents – ce n'est pas là l'unique objectif pensait certainement Irma Caveng, une des paysannes participant au cours. Mais la vulgarisatrice agricole, Elisabeth Moser, a ensuite proposé aux paysannes de réfléchir à une ancienne tradition : la tradition du «fait-maison», des «recettes-maison» pour le thé, le pain aux poires, les saucisses, les pâtes, le sirop, les confitures, le fromage, le vin ainsi que les gâteaux de noix, les caramels à la crème et les «Totenbeinli» – toutes ces délicieuses spécialités grisonnes que les habitants offraient à leurs connaissances et parents. On pourrait cependant aussi les vendre, ces produits, proposait le service de vulgarisation agricole, et les vendre directement, collectivement et sans intermédiaire. La culture paysanne et domestique comme élément fondateur d'une entreprise économique – quelques agricultrices ne pouvaient tout d'abord pas se l'imaginer, puis l'idée a germé dans un terreau fertile ; et en plus à l'époque où les premiers bourgeons du marché libre commençaient à éclore en marge de l'agriculture planifiée d'alors.

Cinq groupes de production

L'association «Scarnuz Grischun» a été créée dans le but de faire parvenir au «Pays d'en-bas» les spécialités culinaires des montagnes grisonnes sous forme de paquets ; le nom original, basé sur le nom romanche pour «cornet de papier», avait été proposé par les femmes associées. La marque «Scarnuz Grischun» a fait sensation, et les médias relayaient volontiers les initiatives de ces femmes. Le noyau de base était formé par treize paysannes de la région de Surselva ; durant les années suivantes, quatre autres groupes de production des régions Albula/Surses, Viama, Prättigau et pour finir Davos s'y sont ajoutés. Aujourd'hui, environ trente familles paysannes des Grisons font partie du concept de vente directe «Scarnuz Grischun».

« La culture paysanne et domestique comme élément fondateur d'une entreprise économique – quelques agricultrices ne pouvaient tout d'abord pas se l'imaginer. »



Naturellement, un travail important a été réalisé avant que le premier «Scarnuz Grischun», ce cornet-surprise composé de différents délicieux produits régionaux, ne soit livré, il y a treize ans de cela. Chacune des agricultrices a apporté sa contribution, que ce soit par une spécialité basée sur une recette personnelle, par le pliage des sacs de papier ou par le stockage et l'envoi des paquets. Le groupe des fondatrices de la région Surselva a établi les lignes directrices du «Scarnuz Grischun» en collaboration avec les vulgarisatrices de l'Ecole d'agriculture – critères de qualité, mais aussi directives pour un emballage écologique et esthétiquement attractif. Le service de vulgarisation agricole a coordonné les activités; un graphiste professionnel a créé le logo. Le canton des Grisons, propriétaire de la marque déposée «Scarnuz Grischun» a financièrement soutenu le lancement du projet. A Ilanz, le groupe Surselva a aménagé dans une zone bien centrée un local d'expédition et de vente. C'est ici que les fils se nouent: Irma Caveng, «Femme-Scarnuz» de la première heure et responsable de la commercialisation à Ilanz réceptionne les commandes, compose le Scarnuz selon les désirs de la clientèle, les livre personnellement ou les envoie par la poste. On peut d'ailleurs aussi passer commande par internet (www.scarnuz-grischun.ch).

Engagement et anticipation

Ce qui compte, c'est surtout le contact personnel avec la clientèle: comme le souligne Irma Caveng, c'est avant tout grâce à la publicité du «bouche-à-oreille» qu'il a été possible d'agrandir constamment le cercle des consommateurs durant toutes ces années. Les cinq équipes-«Scarnuz» gèrent actuellement plusieurs centaines de milliers de francs chaque année et chaque participante reçoit quelques milliers de francs – un appoint bienvenu pour les paysannes et leur famille. Ce constat n'explique cependant pas totalement le succès de l'entreprise. «Un engagement sans faille et une part d'idéalisme» sont encore et toujours nécessaires, explique Irma Caveng. Ce genre de réseau de précurseurs nécessite aussi «des gens qui ont de l'initiative et qui agissent avec anticipation». Et qui

restent fidèle à l'idée de la vente directe et collective des produits – résistant ainsi par exemple à l'attrait d'autres canaux de distribution tels que les gros distributeurs. «C'est le seul moyen pour garantir la fraîcheur des produits naturels à leur arrivée chez les consommateurs» affirme Irma Caveng. En tout cas, les paysannes grisonnes sont des précurseurs, elles l'ont prouvé avec leur projet: depuis quelques années, il existe des groupes de production semblables dans de nombreuses régions du pays, commercialisant leurs spécialités du terroir sur le modèle des Grisons – du «*Bärner Buurechorb*» (corbeille paysanne bernoise) de l'Emmental jusqu'au «*Wyland Hütz*» (hotte du vendangeur) du pays viticole zurichois.

C'est au moyen de conférences consensuelles à Savognin et à Alvaneu que le groupe de recherche de Marcel Hunziker* a tenté d'intégrer dans le développement territorial les résultats issus des enquêtes portant sur le développement du paysage. Un accompagnement scientifique de ce processus de transposition montre qu'un rapprochement a pu être atteint par cette méthode. La signification pratique n'apparaîtra toutefois que sur le moyen, voire le long terme.

Selon Marcel Hunziker, «les sondages menés dans la vallée de l'Albula et à Surses (cf. page 6) soulignent le désaccord existant entre différents groupes de population au sujet d'importantes questions relatives au développement futur du paysage alpin». Il ne s'agit pas seulement de visions différentes entre habitants, touristes et «habitants des plaines». Des avis et des intérêts divergents sont apparus entre les montagnards eux-mêmes – au niveau local. Que faire de ces constatations? Les mettre sous couvercle et les ranger rapidement au placard? L'équipe de recherche de Marcel Hunziker a suivi des objectifs autrement plus ambitieux. Elle s'est engagée dans une recherche de consensus – en utilisant le dialogue comme première étape de la transposition de connaissances scientifiques dans la pratique. Mais comment réaliser cette démarche? Afin de rendre les résultats de la recherche directement utilisables pour la planification du développement régional, des conférences consensuelles ont été organisées dans deux régions de

Plus de consensus grâce au dialogue ?

Texte Pirmin Schilliger, Lucerne



recherche, la vallée de l'Albula et Surses. Pour leur part, les chercheurs avaient comme objectif de découvrir si de telles procédures de recherche de consensus pouvaient effectivement mener à plus d'entente.

Atténuer les divergences

Des personnes de tous les groupes de population ont participé aux conférences consensuelles à Alvaneu et à Savognin, menées chacune par deux modératrices. Dans un espace bien délimité, ils ont exposé leurs positions et leurs lignes directrices communes du développement. La vision des absents – les touristes et la population suisse de plaine – a été intégrée dans la manifestation au moyen des résultats des sondages. «A l'issue des conférences qui ont duré sept heures, les visages paraissaient épuisés mais heureux, et de nombreuses affiches couvertes de témoignages illustraient le succès de la manifestation» explique la modératrice Christine Meier.

L'évaluation scientifique a confirmé le rapprochement qui s'est opéré entre les participants au sujet de questions importantes. Sur la base de questionnaires, qui ont



dû être remplis avant et après la conférence, Hunziker et son équipe ont pu prouver que l'accord entre les participants s'est accru grâce au dialogue et que les divergences ont pu être atténuées.

Evidemment, de telles modifications de position et progressions vers un accord sont difficilement quantifiables. Hunziker l'admet : «Seules des séries de mesures de longue durée peuvent montrer si des processus de recherche de consensus de ce type peuvent contribuer de manière déterminante à franchir et à supprimer les différences existant entre les groupes d'intérêts au niveau local et sur le long terme.»

Attentes diversement satisfaites

Les résultats des sondages et des conférences consensuelles influencent-ils dès lors directement la planification territoriale? Johann Gruber, secrétaire de l'association régionale Mittelbünden se montre plutôt sceptique: «Les ateliers de travail étaient passionnants, certes, mais les résultats de la recherche peuvent difficilement être transposés dans la pratique.» Il espère que le projet de Parc naturel régional «Parc Ela» et l'inscription de la voie de chemin de fer Albula sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO auront des retombées dynamiques pour cette région structurellement faible, allant dans le sens d'un développement en accord avec le paysage cultivé actuel. «Notre revendication la plus importante est la création d'emplois à forte valeur ajoutée» explique Gruber, «mais l'étude apporte malheureusement peu d'éléments utilisables dans ce sens.»



George Ragaz, chef de service du bureau cantonal pour la nature et l'environnement tire un bilan plus optimiste. «Les agriculteurs ont de vives discussions au sujet de l'utilisation des mayens et de l'exploitation des surfaces à rendement marginal. Les workshops furent l'occasion pour eux de reconnaître et de désigner les conflits, même si ces derniers ne peuvent être réglés en un jour.» Il souligne en outre que les autorités cantonales seraient en tout cas disposées à tenir compte des résultats de la recherche dans la planification régionale.

Reto Barblan, directeur de Bergün Tourisme était lui aussi un participant motivé des ateliers. Il y a trouvé une confirmation de la stratégie touristique engagée depuis longtemps dans la vallée de l'Albula. «Nous devons maintenir notre paysage comme il se présente actuellement: naturel, situé dans un univers de montagne soigné et intact.»



Thomas Kollegger, président de la Commune d'Alvaneu, était particulièrement curieux d'apprendre dans quelle mesure les attentes des montagnards coïncident avec celles des citoyens en ce qui concerne le développement paysager. Surprises? «J'ai été étonné de constater qu'aujourd'hui, la majorité des habitants d'Alvaneu trouvent le terrain de golf beau, au contraire des débuts, lorsque des virulentes résistances ont émergé lors de la planification.» Il n'explique pas à quoi cette volte-face pourrait être due. Grâce à l'étude, la population a en tous cas été encore plus sensibilisée à l'approche paysagère. Localement, le consensus a grandi dans la reconnaissance du fait que l'ensauvagement et le reboisement ne pouvaient pas être une option viable.

Le paysage, toujours unique

Alfons Cotti, agriculteur, abonde dans ce sens. Il garde des moutons sur l'alpage Flix à Surses et transforme le lait pour produire un savoureux fromage, commer-

cialisé dans toute la Suisse. L'intensité de l'exploitation des Alpes est difficile et dépend directement des paiements directs lance-t-il en établissant le lien avec la politique agricole. Son credo: «Même si toutes les subventions étaient supprimées, les Alpes ne deviendraient pas totalement sauvages». Il veut personnellement s'investir dans ce sens, car il s'agit finalement pour lui d'une question de survie. Selon lui, «les paysages intacts, exploités et préservés sont les principales valeurs que nous ayons ici, dans nos vallées de montagne». En outre, les agriculteurs des montagnes grisonnes soutiendraient depuis longtemps déjà la politique d'une exploitation durable. Il n'a personnellement jamais succombé à la tentation d'exploiter les coins les plus reculés de ses 50 hectares et de tirer un maximum de chaque mètre carré.

Les biologistes donnent raison à Alfons Cotti. Comme le publiait la revue «Geo» à l'occasion de la «journée de la biodiversité», l'alpage Flix est unique. En un seul jour, plus de 2 000 espèces animales et végétales ont été dénombrées ici par les scientifiques: un total incroyable de 10 000 selon les estimations les plus prudentes. Cette richesse biologique ne pourrait finalement pas exister si dans cette région alpine, située à 2 000 mètres d'altitude, les pâturages n'étaient plus exploités de façon intense.

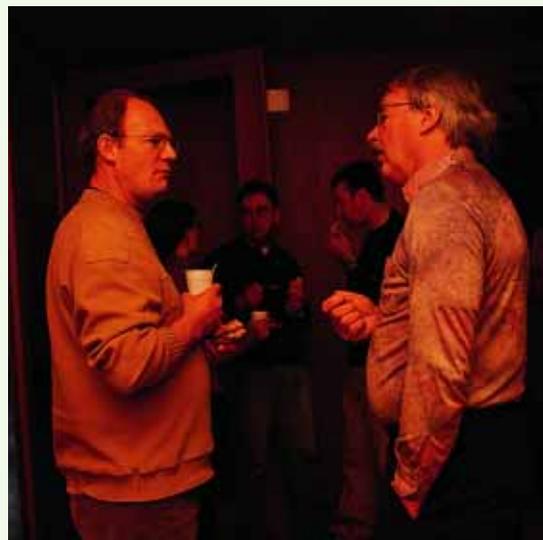
Profond attachement au paysage

La doctorante Susanne Kianicka**, qui a mené les recherches dans les deux vallées alpines avec un regard extérieur «de plaine», a été impressionnée par le profond attachement qui lie les habitants à leur paysage et par l'attention avec laquelle ils observent le moindre de ses changements. Ils ne le font toutefois pas toujours sans a priori favorable. Selon Kianicka, «alors que les habitants d'Alvaneu perçoivent encore leur milieu de manière totalement intacte, mis à part la perturbation causée par une ligne à haute tension, les habitants de Savognin ont plutôt tendance à ignorer ou à enjoliver les méfaits des constructions liées au développement touristique.» Le journaliste Ursus Baltermia, vivant dans la région, interprète cela comme suit: «La contradiction des intérêts entre agriculture, sylviculture, tourisme et industrie du bâtiment est un thème permanent qui domine la politique quotidienne à Savognin.»

Même si, en fin de compte, la question de savoir dans quelle mesure les résultats de l'étude et des ateliers de travail vont influencer le quotidien reste ouverte, la recherche de consensus sera de toute façon bientôt à nouveau un sujet de discussion dans les deux vallées. Pour le prochain défi, il sera cependant moins question d'aménagement et de gestion du paysage. Dans la vallée de l'Albula et à Sursee, c'est la perspective des fusions de communes qui occupe les esprits. Lors de ce processus, les expériences vécues dans le cadre du projet du PNR 48 à l'occasion des workshops, des discussions et des conférences consensuelles seront sans aucun doute à nouveau utiles.

*Direction du projet: **Dr. Marcel Hunziker** (cf. page 9)

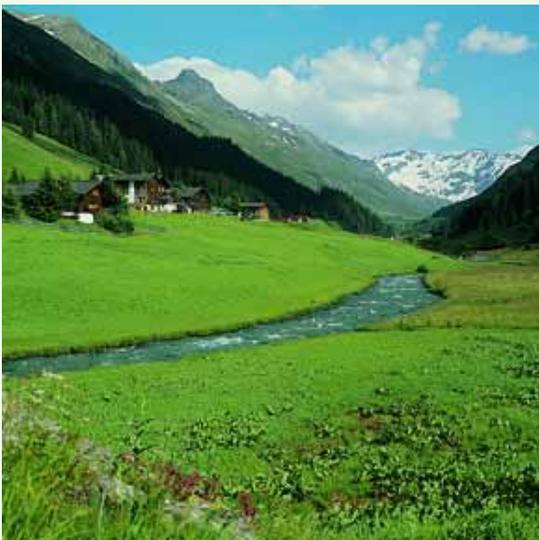
Contact: marcel.hunziker@wsl.ch



Pour pouvoir «nourrir» un modèle avec des données correctes, les chercheurs doivent savoir comment le système local fonctionne. La vision des acteurs locaux et les liens existant entre les réalités forment la condition indispensable à la réalisation de scénarios les plus réalistes possibles. L'équipe de recherche menée par Peter Bebi* a favorisé l'échange avec la population de Davos dans différentes phases du projet ALPSCAPE.

Le développement de scénarios et de corrélations exige davantage que des connaissances et des modèles scientifiques. L'intégration du savoir local est indispensable. «Nous avons donc choisi de manière ciblée neuf protagonistes – du directeur du tourisme au landammann en passant par le pasteur» rapporte Peter Bebi, qui a grandi au Dischmatal, une petite vallée latérale de Davos, et qui est familiarisé avec la mentalité des habitants. Cela représentait un avantage décisif pour la mise en contact et pour la récolte des savoirs locaux. «Nous pouvions pour ainsi dire parler de montagnard à montagnard» estime Bebi.

Savoir local : l'utiliser pour la science – et communiquer localement



Aides à la prise de décision politique

Pour leur part, les protagonistes ont intégré d'autres informateurs dans le processus, si bien qu'une trentaine de personnes – réparties en six sous-groupes correspondant aux thèmes agriculture, tourisme, industrie du bâtiment, autre industrie, écoles et jeunesse, population – ont apporté leur contribution. «Les participant/e/s ont rapidement été impliqués dans des discussions passionnées. Ils ont spontanément émis des propositions au sujet de ce qui pourrait être amélioré ou modifié» explique Bebi, enchanté par leur engagement.

Selon Hanspeter Michel, landammann, les workshops étaient une occasion idéale pour pouvoir réfléchir une fois sur le long terme à l'avenir de Davos, au delà des affaires politiques courantes et malgré d'importantes préoccupations du moment. La fermeture récente de quatre cliniques a causé la perte de nombreux emplois à haute valeur ajoutée pour la commune. «Nous cherchons des alternatives pour pouvoir compenser cette perte» explique Michel. La problématique entrepreneuriale est ainsi mise en avant. Le développement économique doit cependant tou-

jours tenir compte de réalités écologiques. C'est précisément sur ce point que Michel espère un retour concret du projet ALPSCAPE, pour son activité politique. «Je suis très curieux au sujet des conclusions, qui influenceront dans tous les cas le processus décisionnel politique» souligne-t-il.

ALPSCAPE n'était jusqu'à présent pas un sujet de prédication dominicale pour le pasteur de Davos, Stefan Hügli. Pourtant, ce qui n'est pas encore peut le devenir... Les workshops constituaient également pour lui une opportunité bienvenue pour réfléchir au fonctionnement d'une localité de l'espace alpin. «L'attrait particulier de ces ateliers était le fait que des groupements se sont formés alors qu'habituellement, ces acteurs suivent des chemins séparés.» Hügli émet toutefois une réserve : les domaines pouvant être transposés en chiffres, comme par exemple l'économie, avaient de meilleurs atouts dans ce modèle que les domaines moins chiffrables tels que la culture, la formation ou, justement, la religion.

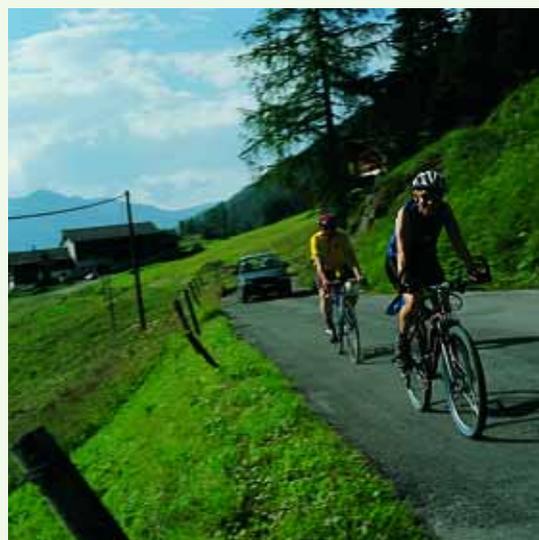
Positionnement plus clair de Davos

C'est en tant que représentant de l'industrie et membre de la commission d'aménagement que l'architecte Paul Sprecher a participé aux workshops. Il a pu valoriser certains aspects qui ont conduit le projet à plus de proximité avec la pratique. «Nous ne voudrions en aucun cas que les résultats soient finalement rangés dans un tiroir». Il en attend des aides à la décision pour l'avenir, en particulier pour les questions relatives au positionnement futur de sa commune. «Le positionnement de Davos perd sa clarté, et notre localité menace de devenir un fourre-tout indescriptible» exprime-t-il tout haut. Un recentrement sur les traditionnels atouts tels que les sports d'hiver et la santé pourrait être une chance. Il pense aussi qu'une grande manifestation telle que les jeux olympiques d'hiver aurait tout à fait sa raison d'être.

«Par la forte implication de l'agriculture, ALPSCAPE représente une opportunité intéressante de présenter nos revendications à une population non agricole» : c'est en ces termes que Toni Hoffmann, agriculteur et président de l'Union des paysans de Davos justifie sa présence au workshop. Il se réjouit en particulier du fait que l'étude confirme ce que les agriculteurs savaient déjà depuis longtemps : sans paiements directs, l'agriculture ne survivrait pas. «Mais si nous le disons nous-mêmes, personne ne le croit. C'est donc mieux qu'une étude neutre l'affirme.» Hoffmann exploite lui-même seize hectares de manière intensive et mène un élevage de vaches mères ainsi qu'une porcherie d'engraissement. Il aimerait vivre à l'avenir aussi de l'agriculture. Il vient juste de construire une installation de biogaz, qui sera amortie sur plusieurs années.

Armin Egger, directeur de Davos Tourisme se montre tout aussi enthousiaste : «ALPSCAPE constitue une approche très intéressante, et je me suis demandé pourquoi nous n'avions pas eu cette idée beaucoup plus tôt. Cet outil permet une planification future négociée avec tous les milieux intéressés, en évitant ainsi d'avancer à l'aveugle. Le projet ne doit en aucun cas tomber dans l'oubli, mais il doit absolument être poursuivi.»

Les workshops étaient importants pour les chercheurs eux-mêmes. Ils pouvaient ainsi répertorier les éléments les plus importants aux yeux de la population. Les facteurs d'incertitude liés aux scénarios futurs ont également pu être déterminés et pondérés grâce aux données locales.





Expectatives des deux côtés

L'intégration du savoir local n'était pas seulement la condition indispensable à la réalisation de scénarios les plus réalistes possibles dans le cadre de ALPSCAPE. Elle intègre les habitant/e/s de Davos au rang de participants en les faisant sortir du statut d'objet de recherche.

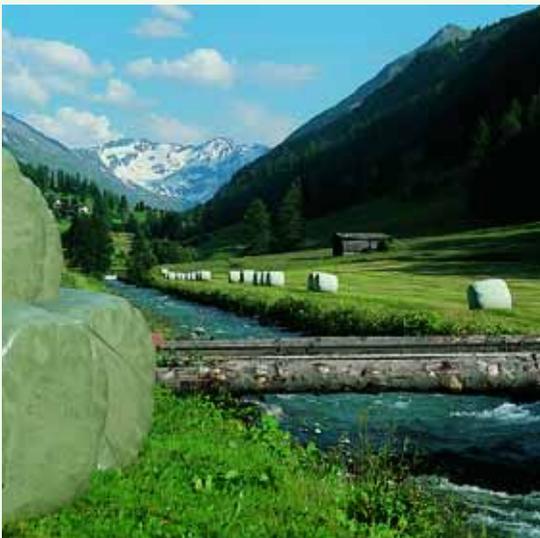
Lorsque des profanes sont mis en contact étroit avec la science, de grandes attentes apparaissent. «Jusqu'à présent, nous avons seulement profité de la population locale et de ses informations. Les habitants souhaitent maintenant une retombée qu'ils puissent transposer selon leurs intérêts» explique Bebi, qui en est conscient.

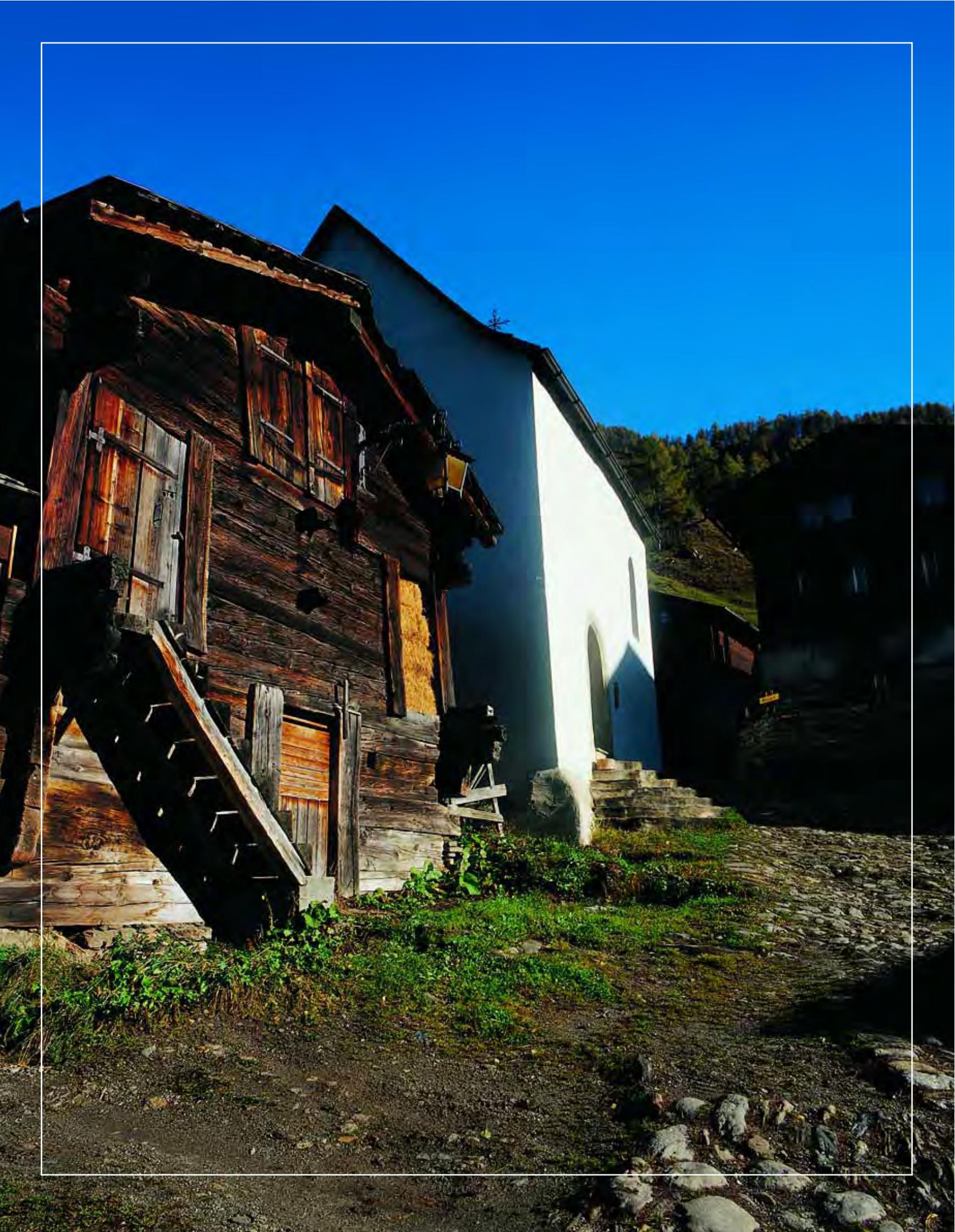
A l'automne 2005, les résultats seront donc présentés publiquement pour la première fois dans le cadre d'un prochain workshop. L'exigence à l'adresse des chercheurs est la suivante: ils doivent s'exprimer de telle sorte que la compréhension des profanes soit assurée. Les participant/e/s aux ateliers de travail ont régulièrement émis des doutes quant à leur compréhension des résultats d'un modèle informatique numérique. Il est donc du ressort des chercheurs de transformer la langue d'un écran digital en un texte narratif et de trouver les bons moyens de communication. En outre, les chercheurs souhaitent utiliser les réactions de la population locale afin d'affiner encore le modèle et de le mettre encore mieux en correspondance avec la réalité.

Peter Bebi, directeur du projet, tient dans tous les cas à ce que le projet porte des fruits. Il doit au moins avoir un impact sur les lignes directrices de Davos. Le Landrat (Conseil communal) de Davos doit également traiter les résultats cet automne et examiner les possibilités de mise en oeuvre.

*Dr. Peter Bebi est directeur du projet NPR 48 ALPSCAPE (cf. aussi page 23)

Contact: bebi@slf.ch





Le Programme national de recherche 48 «Paysages et habitats de l'arc alpin» du Fonds national suisse

La globalisation, l'intégration européenne et la libéralisation du marché accélèrent le changement dans les régions alpines et modifient les conditions-cadres dans d'importants domaines. Depuis 2002 et jusqu'à 2007, sur mandat du Conseil fédéral, le Programme national de recherche 48 «Paysages et habitats de l'arc alpin» cherche des réponses scientifiquement étayées à la question de savoir quels développements de l'espace alpin sont perceptibles, socialement souhaitables, écologiquement acceptables et économiquement supportables.

A ce propos, cinq questions-clés sont centrales :

Comment les paysages et les habitats de l'arc alpin sont-ils perçus ?

Comment et pourquoi les paysages et les habitats de l'arc alpin évoluent-ils ?

De quelle manière des objectifs communs pour le développement des paysages et des habitats peuvent-ils être déterminés et atteints ?

Quelles valeurs économiques les paysages et les habitats de l'arc alpin ont-ils ?

Comment l'évolution des paysages peut-elle être anticipée ?

Une étroite collaboration entre les chercheurs et la population vivant dans l'espace alpin doit contribuer de manière efficace à ce que la recherche soit ancrée dans les attentes des acteurs concernés et développe des stratégies de solutions durables. En tant que Programme national de recherche, le PNR 48 accorde une grande importance au fait que les résultats de la recherche diffusent dans la pratique et atteignent ainsi une utilité concrète élevée.

Les cahiers thématiques du PNR 48

Par ses cahiers thématiques, le PNR 48 offre une information accessible autour des cinq questions-clés de la recherche. Ils paraissent en 2005/2006 de manière bannuelle. Les cahiers thématiques éclairent le contexte scientifique de ces problématiques et donnent un aperçu de l'activité des projets de recherche ainsi que des résultats obtenus et encore attendus. Ils se consacrent en particulier aux caractéristiques de la recherche transdisciplinaire et montrent comment les chercheurs favorisent et valorisent le dialogue avec la pratique. Dans l'ensemble, les cahiers thématiques souhaitent rendre les thèmes de recherche accessibles. C'est pourquoi la rédaction ainsi que les auteurs suivent essentiellement le point de vue journalistique pour le choix des thèmes et leur présentation. Les cahiers thématiques ne remplacent cependant aucunement les publications scientifiques. Un aperçu de ces dernières se trouve sur le site internet.



Déjà paru :
Vues sur les Alpes
Cahier thématique II
du PNR 48

www.pnr48.ch



NFP 48 Landschaften und Lebensräume der Alpen
PNR 48 Paysages et habitats de l'arc alpin
NRP 48 Landscapes and Habitats of the Alps